MEMORIAL

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 323 25 juin 1997

SOMMAIRE

ACT LUX S.A., Audio and Car Trading, Lintgen		Hypo-Sicaf I. Luxemburg	15467
page	15491	Immoglobal, S.à r.l., Wickrange	15467
B.A.R.T. S.A., Luxemburg	15501	Investunion S.A., Luxembourg	15501
Box S.A., Luxembourg	15501	Maclof Trading Company, S.à r.l., Luxembourg	15459
Clervaux Holding S.A., Luxembourg	15493	Mazara S.A., Luxembourg	15503
Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie		Montpellier Finance S.A., Luxembourg	15500
S.A., Luxembourg	15468	NADORIN HOLDING S.A., Natural Dorna Invest-	
Dicto Participartions S.A., Luxembourg	15504	ment Holding, Luxembourg	15503
Dreyfus America Fund, Sicav,	15503	Obanosh S.A., Luxembourg	15500
Emerging Markets Investment Fund, Sicav, Luxem-	45450	Omega International S.A., Senningerberg	15503
bourg	15458	Parvest, Sicav, Luxembourg	15499
Emerging Markets Trust, Fonds Commun de Place-	4=404	Primavera, S.à r.l., Luxembourg	15486
ment, Luxembourg 15482,	15484	Proservin S.A., Luxembourg	15498
Euraudit, S.à r.l, Luxembourg	15458	Raashaff S.A., Blaschette	15487
Eurodyne S.A., Luxembourg	15460	Recordfin S.A., Luxembourg	15488
Europlus Communications Holding S.A., Luxem-	45.450	Regavo S.A., Luxemburg	15500
bourg	15458	Remlux S.C.I., Remich	15486
Exambela S.A., Luxembourg	15460	Restaulux, S.à r.l., Luxembourg	15485
Exmar Lux S.A., Luxembourg 15460,	15462	R.S.M. S.A.H., Luxembourg	15488
Façades Guy Rollinger, S.à r.l., Wickrange	15462	Sacam, S.à r.l., Bettembourg	15497
Falbala S.A., Luxembourg	15462	Sage S.A., Luxembourg	15495
Financière Trois G. S.A., Luxembourg	15462	Samgwym Holdings S.A., Luxembourg	15504
Finantel S.A., Luxembourg	15462	Schaefer Félix, S.à r.l., Niederkorn	15487
Finanziaria Casablanca S.A., Luxembourg	15465		15490
Finoinvest S.A., Luxembourg	15463	Seral S.A.H., Luxembourg	15489
Flux S.A., Luxemburg	15502	Société Civile Immobilière Beau-Site, Howald/Hespe-	
Fortis Bank Luxembourg S.A., Luxembourg 15462,	15463	range	15496
Fourb International Holding S.A., Luxembourg Frametech Holding S.A., Luxembourg	15463 15465	Société du Roua S.A., Luxembourg	15500
5 ,	15465	Société Maria-Rheinsheim S.A., Luxembourg	15498
Franpicam S.A., Luxembourg Freya Finance, Luxembourg	15464	Soleil Tours S.A., Luxembourg	15496
Gastrofood Holding S.A., Luxembourg	15465		15498
Gazelle S.A., Luxembourg	15466	Templeton Russian and Eastern European Debt Fund,	
Geduno S.A., Luxembourg	15466	Sicav, Luxembourg	15501
Glamour S.A., Luxembourg	15466	Texto International S.A., Luxembourg	15497
GPA Sistemi Lux S.A., Luxembourg	15484	United Assets Funds	15468
Greywalls S.A., Luxembourg	15466	Villeneuve Investissements S.A., Luxembourg	15497
Gruppo Nymco Luxembourg S.A., Luxembourg	15467	Wemaro S.A., Senningerberg	15502
Guarani. S.A., Luxembourg	15467	Winglobal Fund, Fonds Commun de Placement	15475
Helio Finance S.A., Luxembourg	15467	Zembla S.A., Luxembourg	15498
i iono i mance simi, Euxembourg	.5707	Ecinibia Sira, Euxciliboui &	.5770

EMERGING MARKETS INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R. C. Luxembourg B 27.018.

Les comptes annuels au 30 novembre 1996, tels qu'approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et enregistrés à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 10, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour EMERGING MARKETS INVESTMENT FUND, SICAV CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

(12001/013/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

EMERGING MARKETS INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R. C. Luxembourg B 27.018.

L'assemblée générale ordinaire du 19 mars 1997 a pris les décisions suivantes:

1. Les actionnaires ont réélu comme administrateurs, Messieurs David Beevers, Hartmut Giesecke, Jean Hamilius, Parker Simes et David Wallace.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 1998 ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

2. PRICE WATERHOUSE, Luxembourg, a été réélue réviseur d'entreprises. Son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale qui statuera sur l'exercice 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 1997.

Pour EMERGING MARKETS INVESTMENT FUND, SICAV CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 10. – Recu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12002/013/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

EURAUDIT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée. Capital social: 500.000,- LUF.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 42.889.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 24 mars 1997, vol. 490, fol. 79, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1er avril 1997.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(12003/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

EUROPLUS COMMUNICATIONS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 35, rue Glesener. R. C. Luxembourg B 40.644.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée EUROPLUS COMMUNICATIONS HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 35, rue Glesener, société constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 juin 1992,

statuts publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 492 du 29 octobre 1992,

société immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 40.644.

La séance est ouverte à 14. 00 heures sous la présidence de Monsieur Pierre Hafner, président du conseil d'administration de EUROPLUS COMMUNICATIONS HOLDING S.A., demeurant à Genève.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Maître Samih Kamar, avocat, demeurant à Beyrouth.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Maître Wahib Geagea, avocat, demeurant à Paris.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

- l.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis en langue française insérés au n° 30 du 25 janvier 1997 et au n° 54 du 5 février 1997 du Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, et aux éditions du Letzebuerger Journal parues les 25 et 26 janvier 1997 et 5 février 1997. Les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués à la présente assemblée.
 - II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Décision de mettre en liquidation la société EUROPLUS COMMUNICATIONS HOLDING S.A.
- 2) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
- 4) Divers.
- III.- Que tous les actionnaires tels que ceux-ci ressortent du registre des actions nominatives, sont présents ou représentés ainsi qu'il ressort d'une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement après avoir été signée par les actionnaires présents, respectivement représentés.
- IV.- Que la présente assemblée déclare que, réunissant l'intégralité du capital social, elle est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, hormis cinq cents (500) actions pour lesquelles le droit de vote a été suspendu, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée donne décharge aux administrateurs, Monsieur Pierre Hafner, préqualifié, Me Samih Kamar, préqualifié et M. Walid Arab Hashem, docteur en communications, demeurant à Jeddah (Arabie Saoudite) ainsi qu'au commissaire aux comptes, la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur, Monsieur Pierre Hafner, préqualifié.

Quatrième résolution

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux écritures de la société.

Il peut sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14.15 heures.

Le montant des frais, rémunérations et charges incombant à la société en raison des présentes est estimé sans nul préjudice à la somme de 45.000,- LUF.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et lecture faite et interprétation de tout ce qui précède, en langue d'elle connue, donnée à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent acte avec Nous, notaire, aucun autre actionnaire n'ayant démandé à signer.

Signé: P. Hafner, S. Kamar, W. Geagea, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1997, vol. 96S, fol. 99, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 1997.

I. Delvaux.

(12006/208/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

MACLOF TRADING COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 167, route de Longwy. R. C. Luxembourg B 55.234.

Décision de l'associé unique

Le siège social de la société est transféré, à compter du 8 janvier 1997, à l'adresse suivante: 167, route de Longwy, L-1941 Luxembourg.

> M. Rizzetto Associé-gérant

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 90, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12053/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

EURODYNE S.A., Société Anonyme, (anc. FINANCIERE INDUSTRIELLE Z FIVE S.A.).

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie. R. C. Luxembourg B 10.646.

- 1. Monsieur Alain de Salaberry a été nommé administrateur-délégué, chargé de la gestion journalière de la société avec le pouvoir de l'engager par sa seule signature quant à cette gestion.
 - 2. Le nombre des administrateurs a été réduit de 4 à 3.
- 3. Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se prononcera sur les comptes clôturant au 31 décembre 1995, les personnes suivantes sont mandataires de la société:

Conseil d'administration

Monsieur Alain de Salaberry, administrateur de sociétés, F-Les Ulis, président du conseil d'administration et administrateur-délégué;

Madame Solène de Salaberry, administrateur de sociétés, F-Les Ulis (en remplacement de MM. Maurice Girard et Christian Moretti, démissionnaires);

Monsieur Florent de Salaberry, administrateur de sociétés, F-Les Ulis (en remplacement de Monsieur Henri Blanchet, décédé).

Commissaire aux comptes

INTERAUDIT, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, Luxembourg. Luxembourg, le 7 mars 1997.

Pour avis sincère et conforme Pour EURODYNE S.A. (anc. FINANCIERE INDUSTRIELLE Z FIVE S.A.) KPMG Financial Engineering Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 1997, vol. 490, fol. 69, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(12004/528/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

EXAMBELA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur. R. C. Luxembourg B 51.422.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société EXAMBELA S.A. Signature Administrateur

(12007/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

EXMAR LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg. R. C. Luxembourg B 35.901.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le treize mars.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EXMAR LUX S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 35.901, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 décembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 230 du 3 juin 1991 et dont les statuts ont modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 février 1995, publié au Mémorial C, numéro 257 du 14 juin 1995.

L'Assemblée est ouverte à quatorze heures quinze sous la présidence de Monsieur Jean-Paul Kill, conseiller juridique, demeurant à Mamer,

qui désigne comme secrétaire, Madame Nadia Weyrich, employée privée, demeurant à Arlon.

L'Assemblée choisit comme scrutateur, Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant à Jung linster.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Convertir le capital existant de LUF 1.250.000,- en USD 39.056,40 au taux de LUF 32,005 pour un USD.

- 2. Augmenter le capital à concurrence de trente et un millions neuf cent soixante mille neuf cent quarante-trois virgule soixante US dollars (31.960.943,60. USD), pour le porter de son montant actuel de trente-neuf mille cinquante-six virgule quarante US dollars (39.056,40) à trente-deux millions de US dollars (32.000.000,- USD) sans émission d'actions nouvelles.
 - 3. Modification de l'article 12.
- II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

- III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.
- IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de convertir la monnaie d'expression du capital social de francs luxembourgeois en US dollars au cours de change en vigueur le 1^{er} janvier 1997, soit 32,005 LUF = 1 USD.

Le capital social est ainsi fixé à trente-neuf mille cinquante-six virgule quarante US dollars (39.056,40.- USD).

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trente et un millions neuf cent soixante mille neuf cent quarante-trois virgule soixante US dollars (31.960.943,60 USD), pour le porter de son montant actuel de trente-neuf mille cinquante-six virgule quarante US dollars (39.056,40 USD) à trente-deux millions de US dollars (32.000.000,-USD) sans émission d'actions nouvelles.

L'Assemblée admet la société CMB N.V. à la soucription de l'augmentation de capital, l'autre actionnaire renonçant à son droit de souscription préférentiel.

Souscription et libération

L'augmentation de capital est souscrite par la société CMB N.V., ayant son siège social à B-2000 Antwerp, 20, De Gerlachekaai,

ici représentée par Monsieur Jean-Paul Kill, conseiller juridique, demeurant à Mamer,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Anvers, le 10 mars 1997.

L'augmentation de capital a été entièrement libérée en espèces, de sorte que la somme de trente et un millions neuf cent soixante mille neuf cent quarante-trois virgule soixante US dollars (31.960.943,60 USD) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Art. 5. Premier alinéa. Le capital social est fixé à trente-deux millions de US dollars (32.000.000,- USD), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 12 des statuts comme suit:

Titre IV.- Contrôle des comptes annuels

«Art. 12. La société fera contrôler ses comptes annuels conformément aux dispositions légales et aux pratiques comptables communément admises.»

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, approximativement à la somme de onze millions quatre cent cinquante mille francs luxembourgeois (11.450.000,- LUF).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-P Kill, N. Weyrich, A. Siebenaler, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 1997, vol. 97S, fol. 30, case 6. – Reçu 11.237.467 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 1997.

F. Baden.

(12008/200/88) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

EXMAR LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg. R. C. Luxembourg B 35.901.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1er avril 1997.

F. Baden.

(12009/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FAÇADES GUY ROLLINGER, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Wickrange. R. C. Luxembourg B 46.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 28 mars 1997, vol. 490, fol. 95, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 1997.

Signature.

(12010/507/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FALBALA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 47.528.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société FALBALA S.A. Signature Administrateur

(12011/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FINANCIERE TROIS G. S.A., Société Anon yme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 32.946.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société FINANCIERE TROIS G. S.A.

Signature

Administrateur

(12012/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FINANTEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 49.316.

Le bilan au 30 septembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société FINANTEL S.A. Signature Administrateur

(12013/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FORTIS BANK LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey. R. C. Luxembourg B 7.270.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 28 mars 1997, vol. 490, fol. 96, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Luxembourg, le 1er avril 1997.

P. Detournay

Administrateur-délégué

(12016/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FORTIS BANK LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey. R. C. Luxembourg B 7.270.

__

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale statutaire du 20 mars 1997

L'assemblée génréale approuve la démission de Monsieur Karel de Boeck et de Monsieur André Sadler et leur donne pleine et entière décharge sans restrictions.

L'assemblée approuve la cooptation de Monsieur Patrick Evrard comme administrateur en remplacement de Monsieur Karel de Boeck.

Pleine et entière décharge est donnée sans restrictions aux administrateurs qui ont été en poste au cours de l'exercice 1996 ainsi qu'au réviseur externe de la société pour l'exercice de son mandat jusqu'au 31 décembre 1996.

L'assemblée décide de reconduire le mandat de Messieurs Gilbert Mittler, Christian Basecq, Marc Schiepers, Jean-Marie Moreels, Olivier Casse, Roger Cocquyt, Pierre Detournay, Georges Logelin, Freddy Van den Spiegel, Patrick Evrard, administrateurs sortants et rééligibles, pour une nouvelle durée statutaire d'un an.

Le mandat des administrateurs et celui du réviseur externe viendront à échéance à l'assemblée générale statutaire de 1998.

Luxembourg, le 27 mars 1997.

Pour extrait certifié sincère et conforme FORTIS BANK LUXEMBOURG Société Anonyme

G. Logelin P. Detournay

Administrateur- Président du

délégué Comité de Direction

Enregistré à Luxembourg, le 28 mars 1997, vol. 490, fol. 96, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12017/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FINOINVEST, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire. R. C. Luxembourg B 51.410.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1996, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 25 mars 1997, vol. 490, fol. 84, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 1997.

Signature.

(12015/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FOURB INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri. R. C. Luxembourg B 54.056.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-huit février.

Par-devant Maître Jacques Delvaux notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société anonyme SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 13.859, représentée par:

- Monsieur Dirk Raeymaekers, sous-directeur de banque, demeurant à Kopstal; et
- Monsieur Federico Franzina, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spéciale de la société dénommée FOURB INTERNATIONAL HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 54.056,

constituée par acte reçu par Maître Marc Elter, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 20 février 1996, publié au Mémorial C, numéro 253 du 22 mai 1996,

et dont les statuts ont été modifiés par acte dressé par le prédit notaire Marc Elter en date du 4 avril 1996, publié au Mémorial C, numéro 336 du 13 juillet 1996,

respectivement en vertu d'un acte reçu par Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 décembre 1996, en voie de publication au Mémorial C,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration de la Société, prise en sa réunion du 28 février 1997;

une copie du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités du timbre et de l'enregistrement. Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

- 1.- Que le capital social de la société prédésignée s'élève actuellement à un milliard quatre cents millions de lires italiennes (1.400.000.000,- ITL), représenté par deux cent quatre-vingt mille (280.000) actions d'une valeur nominale de cinq mille lires italiennes (5.000,- ITL) chacune, entièrement libérées.
- 2.- Qu'aux termes de l'alinéa 3 de l'article 5 des statuts, la société a un capital autorisé qui est fixé à treize milliards de lires italiennes (13.000.000.000,- ITL), représenté par deux millions six cent mille (2.600.000) actions d'une valeur nominale de cinq mille lires italiennes (5.000,- ITL) chacune, et que le même article autorise le conseil d'administration à augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé.

Les alinéas 5 et 6 du même article 5 des statuts sont libellés comme suit:

«Le conseil d'administration est, pendant une période se terminant la cinquième année suivant la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.»

3.- Que dans sa réunion du 28 février 1997, le conseil d'administration a décidé de réaliser une deuxième tranche jusqu'à concurrence de trois cent cinquante millions de lires italiennes (350.000.00 0,- ITL), pour le porter de son montant actuel d'un milliard quatre cents millions de lires italiennes (1.400.000.000,- ITL) à un milliard sept cent cinquante millions de lires italiennes (1.750.000.000,- ITL) par la création de soixante-dix mille (70.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cinq mille lires italiennes (5.000,- ITL) chacune, à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, et d'accepter la souscription de ces nouvelles actions comme suit:

FOURB DI BOMBASSEI ALBERTO SAS, avec siège social à Bergamo, Italie,

souscrit toutes les soixante-dix mille (70.000) actions nouvelles, moyennant une contribution en espèces de trois cent cinquante millions de lires italiennes (350.000.000,- ITL);

un des actionnaires ayant déclaré renoncer à son droit de souscription préférentiel; une copie de cette renonciation restera annexée aux présentes.

4.- La réalisation de l'augmentation de capital est constatée par le notaire instrumentant sur le vu des documents de souscription.

La somme de trois cent cinquante millions de lires italiennes (350.000.000,- ITL) se trouve à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par certificat bancaire.

5.- Que suite à la réalisation de cette augmentation, le capital se trouve porté à un milliard sept cent cinquante millions de lires italiennes (1.750.000.000,- ITL), de sorte que le premier alinéa de l'article 5 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital souscrit de la société est fixé à ITL 1.750.000.000,- (un milliard sept cent cinquante millions de lires italiennes), représenté par 350.000 (trois cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de ITL 5.000,- (cinq mille lires italiennes) chacune, entièrement libérées.»

Evaluation - Frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de l'augmentation de capital est évalué à 7.214.850,- LUF.

Les frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués à 130.000,- LUF.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation en langue du pays données aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. Raeymaekers, F. Franzina, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 1997, vol. 97S, fol. 11, case 2. – Reçu 72.363 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 1997.

J. Delvaux.

(12018/208/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FREYA FINANCE.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian. R. C. Luxembourg B 44.460.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 24 mars 1997, vol. 490, fol. 76, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 1997.

Luxembourg, le 27 mars 1997.

Signature.

(12021/000/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FINANZIARIA CASABLANCA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal. R. C. Luxembourg B 44.448.

__

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 3 mars 1997

Présents: Madame Luisella Moreschi;

Mademoiselle Sandrine Klusa.

Absent excusé: Me Arsène Kronshagen.

Le conseil d'administration prend bonne note de la démission de l'administrateur, Maître Arsène Kronshagen.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide, à l'unanimité des voix, en se prévalant des dispositions de l'article 51, alinéa 3 de la loi modifiée du 10 août 1915, de coopter Mademoiselle Angela Cinarelli aux fonctions d'administrateur en son remplacement.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

L. Moreschi

S. Klusa

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12014/744/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FRAMETECH HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur. R. C. Luxembourg B 40.586.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société FRAMETECH HOLDING S.A.

Signature

Administrateur

(12019/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

FRANPICAM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur. R. C. Luxembourg B 54.620.

_

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société FRANPICAM S.A.

Signature

Administrateur

(12020/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

GASTROFOOD HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal. R. C. Luxembourg B 44.641.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 4 mars 1996, il a été décidé:

de renouveler le mandat des administrateurs et celui du commissaire aux comptes:

* Madame Luisella Moreschi, Monsieur Roberto Verga et Monsieur Edo Gobbi sont définitivement élus administra

* VECO TRUST S.A. est définitivement élue commissaire aux comptes, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2002.

Luxembourg, le 26 mars 1997.

Pour GASTROFOOD HOLDING S.A. VECO TRUST Société Anonyme Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12023/744/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

GAZELLE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur. R. C. Luxembourg B 39.254.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société GAZELLE S.A. Signature Administrateur

(12022/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

GEDUNO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal. R. C. Luxembourg B 38.249.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 10 juillet 1996, tenue extraordinairement le 3 décembre 1996, il a été décidé:

de renouveler le mandat des administrateurs et celui du commissaire aux comptes:

- * Madame Luisella Moreschi, Mademoiselle Angela Cinarelli et Maître Arsène Kronshagen sont définitivement élus administrateurs;
 - * VECO TRUST S.A. est définitivement élue commissaire aux comptes, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2001.

Luxembourg, le 26 mars 1997.

Pour GEDUNO S.A. VECO TRUST Société Anonyme Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12024/744/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

GLAMOUR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi. R. C. Luxembourg B 48.109.

Le bilan au 30 septembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 24 mars 1997, vol. 490, fol. 79, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1er avril 1997.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(12025/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

GREYWALLS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 167, route de Longwy. R. C. Luxembourg B 52.324.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue à Luxembourg, le 7 janvier 1997

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1. Le siège social de la société est transféré à l'adresse suivante:
- 167, route de Longwy, L-1941 Luxembourg.
- 2. La démission de l'administrateur, Monsieur Henri Aronson, est acceptée et décharge lui est donnée.
- 3. Monsieur Herbert Grossmann, 75, rue des Romains, L-2443 Senningerberg, est nommé administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.
 - 4. La démission du commissaire aux comptes ARISTOTE, S.à r.l., est acceptée et décharge lui est donnée.
- 5. Monsieur Alain Mathoz, 38, rue de la Semois, L-2533 Luxembourg, est nommé commissaire aux comptes jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pour extrait conforme

Signature

Signature

Administrateur

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 90, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12026/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

GRUPPO NYMCO LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi. R. C. Luxembourg B 52.485.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 24 mars 1997, vol. 490, fol. 79, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1er avril 1997.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(12027/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

GUARANI. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur. R. C. Luxembourg B 54.684.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société GUARANI. S.A. Signature Administrateur

(12028/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

HELIO FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur. R. C. Luxembourg B 39.991.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 89, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société HELIO FINANCE S.A.

Signature Administrateur

(12029/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

IMMOGLOBAL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Wickrange. R. C. Luxembourg B 42.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 28 mars 1997, vol. 490, fol. 95, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 1997.

Signature.

(12033/507/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

HYPO-SICAF I.

Gesellschaftssitz: L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker. H. R. Luxemburg B 48.036.

AUFLÖSUNG

Protokoll der außergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre vom 24. Februar 1997

Die Versammlung ist eröffnet um 11.00 Uhr unter dem Vorsitz von Simone Pallien, wohnhaft in Wittlich.

Der Vorsitzende bezeichnet zum Schriftführer Kerstin Gehlen, wohnhaft in Trier, und zum Stimmenzähler Gerd Plaßmann, wohnhaft in Trier,

alle hier anwesend und dies annehmend.

Der Vorsitzende erklärt und die Versammlung stellt fest:

- daß alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen sind; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie den Vorstandsmitgliedern unterzeichnet und bleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen;
- daß aus dieser Anwesenheitsliste hervorgeht, daß das gesamte Gesellschaftskapital zu dieser Versammlung anwesend oder vertreten ist und daß alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre sich als ordnungsgemäß einberufen erkennen und erklären vorausgehend, Kenntnis von der Tagesordnung gehabt zu haben, so daß die förmliche Einberufung unterlassen werden konnte;

– daß die gegenwärtige Versammlung ordnungsgemäß einberufen ist und in rechtsgültiger Weise über folgende Tagesordnung beraten kann:

Tagesordnung:

- 1. Bericht des Liquidationskommissars;
- 2. Entlastung des Liquidators und des Liquidationskommissars;
- 3. Beendigung der Liquidation;
- 4. Angabe des Ortes, wo die Bücher und Dokumente der Gesellschaft während 5 Jahren hinterlegt und aufbewahrt werden müssen.

Nach ordnungsgemäßer Beratung faßt die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluß

Die Versammlung erteilt dem Liquidator und dem Liquidationskommissar Entlastung.

Zweiter Beschluß

Die Versammlung erklärt die Liquidation für geschlossen.

Dritter Beschluß

Die Versammlung beschließt, daß die Bücher und Dokumente im Archiv der HYPO-INVEST LUXEMBOURG S.A. hinterlegt und für 5 Jahre aufbewahrt werden.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Generalversammlung um 11.30 Uhr für beendet.

Der Schriftführer liest gegenwärtiges Protokoll vor.

Unterschrift Unterschrift Unterschrift

Vorsitzender Schriftführer Stimmenzähler

Enregistré à Luxembourg, le 28 mars 1997, vol. 490, fol. 98, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12030/250/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 1997.

COMPAGNIE DE L'OCCIDENT POUR LA FINANCE ET L'INDUSTRIE, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 9.539.

Il est porté à la connaissance des actionnaires de notre société que le dividende de USD 0,15 pour chaque action relatif au coupon n° 20 sera payable à partir du 23 juin 1997 contre présentation de ce coupon, auprès des Banques suivantes:

- BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., Luxembourg,
- PRIVAT KREDIT BANK, Zurich et ses filiales.

(03007/006/10) Le Conseil d'Administration.

UNITED ASSETS FUNDS.

MANAGEMENT REGULATIONS

1. The Fund

UNITED ASSETS FUNDS (hereafter referred to as the Fund), is set up in Luxembourg according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. It is subject to part II of the law of 30th March, 1988 and qualified in accordance with this law as a mutual investment fund with multiple compartments. The Fund is a co-ownership of securities and other assets permitted by law, and managed in the exclusive interests of its unitholders by UNITED ASSETS MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereafter referred to as the «Manag ement Company»), a company set up under Luxembourg Law.

The assets of the Fund and of all compartments are, and remain, segregated from those of the Management Company. All the assets of the Fund and of all compartments are deposited with a custodian bank (hereinafter referred to as the «Custodian»).

BANQUE PARIBAS LUXEMBOURG, having its registered office at 10A, boulevard Royal, Luxembourg, is appointed Custodian.

The respective rights and obligations of the unitholders, the Management Company and the Custodian are determined contractually by the provisions set out hereafter, which constitute the management regulations of the Fund (hereafter referred to as the Management Regulations).

The Fund's accounts shall be denominated in USD. They shall be closed on 31st March of each year. The Auditors of the Fund shall be appointed every year by the Management Company.

The Units of the Fund shall not be promoted to the public within the European Union or any part of it.

2. The Management Company

The Fund is managed by UNITED ASSETS MANAGEMENT COMPANY S.A., the registered office of which is at 10A, boulevard Royal, Luxembourg.

Within the limits of these Management Regulations, the Management Company is invested with the broadest powers to manage and administer the Fund on behalf of the unitholders and to perform such duties as that may require, e. g.:

- to issue and redeem the Units of the Fund;
- to enter into contracts with third parties and, in particular, to make all such contracts as may be necessary for the attainment of the aims of the Fund;
- to purchase, subscribe, sell, replace or exchange all kinds of securities included in the Fund or intended to be included in the Fund;
 - to collect all income produced by the assets of the Fund;
 - to exercise all rights attaching to the assets of the Fund;
- to keep the accounts of the Fund and, from time to time, to draw up statements of the assets as provided for in these Management Regulations.

The Management Company is at liberty to relinquish its mandate:

- 1) if its obligations are taken over by another management company and provided that such a transfer of obligations does not infringe the provisions of the law and these Management Regulations;
 - 2) in the event of the dissolution of the Fund, in accordance with the procedure set out in Article 11.

3. The Custodian

The Custodian is appointed by the Management Company and its appointment is terminated by either party at any time upon three months' written notice. Its name must be indicated in all prospectuses and financial reports concerning the Fund.

BANQUE PARIBAS LUXEMBOURG is appointed Custodian of the assets of the Fund.

All securities and other assets owned by the Fund are held on its behalf by the Custodian who fulfils all obligations and duties required by applicable law. In accordance with usual banking practice, the Custodian may, under its own responsibility, entrust the custody of certain of the Fund's assets to other institutions. Such institutions must be duly approved by the Management Company.

Any action relative to the disposal of the Fund's assets is only to be implemented by the Custodian, upon the instructions of the Management Company.

In particular, the Custodian is required to:

- a) ensure that the sale, issue, repurchase and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with the law and the Management Regulations,
- b) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with the law or the Management Regulations,
- c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund, the consideration is remitted to it within the usual time limits,
 - d) ensure that the income of the Fund is applied in accordance with the Management Regulations,
- e) pay for securities purchased upon receipt of the same, deliver cancelled securities upon receipt of their proceeds, collect dividends and interest earned by the assets of the Fund and exercise the subscription and allotment rights attached to such securities.

The Custodian shall be remunerated in return for its services in accordance with the Custodian agreement entered into by the Management Company and the Custodian.

The appointment of the Custodian may be terminated by the Management Company upon three months' written notice; similarly, the Custodian may relinquish its mandate upon three months' written notice delivered to the Management Company.

In such case, the following provisions shall apply:

- a new custodian bank shall be appointed within two months to perform the duties and assume the responsibilities of Custodian as defined in the Management Regulations;
- in the event that the Management Company should terminate the appointment of the Custodian, the Management Company will appoint a new custodian within two months of such termination. The Custodian shall continue to carry out its duties for as much time as may be required for the complete transfer of all the assets held by it on behalf of the Fund to the new custodian;
- in the event that the Custodian should terminate its own appointment, it shall continue in the exercise of its responsibilities until the appointment of a new custodian and until all the assets of the Fund have been transferred to the new custodian;
- before the expiry of the three months' written notice, the Management Company publish the name of the bank to which the assets of the Fund are to be entrusted and which is qualified to act as the new custodian.

4. Investment Policy and Investment Restrictions

The principal objective of UNITED ASSETS MANAGEMENT COMPANY S.A. is to try to achieve for the Fund's unitholders the maximum growth of the capital invested in the Fund by the reinvestment of such capital in securities issued by government bodies or agencies and worldwide corporations with growth capital.

The Fund may hold ancillary liquid assets. Liquidities may be invested in currencies other than the USD.

The Fund may invest in warrants on an ancillary basis.

The Fund's investments shall be decided upon by the Board of Directors of the Management Company.

The Board of Directors of the Management Company may appoint an Investment Committee which shall meet from time to time to decide on the investments that are to be made under the terms of the general investment policy established by the Board.

The Fund's investments are made in accordance with the following regulations and restrictions:

A. The Fund may, in each compartment invest in UCIs of the closed-ended type or in transferable securities issued by issuers other than UCIs, provided that the Fund shall not:

(i) invest more than 10 % of the net assets of any compartments in transferable securities which are not listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market, that operates regularly and is recognised and open to the public.

Investors should note that investments in non regulated UCIs may represent an increased risk as there may be for such UCIs investors' protection measures which are not equivalent to the measures investors are familiar with;

- (ii) acquire, in each compartment and in all the compartments together, more than 10 % of the securities of the same kind issued by the same issuing body;
 - (iii) invest more than 10 % of the net assets of any compartment in securities issued by the same issuing body.

The restrictions mentioned hereabove under (i), (ii) and (iii) are not applicable to securities issued or guaranteed by a member state of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or worldwide scope.

- B. The Fund may invest up to 100 % of the Net Asset Value of each compartment in other collective investment undertakings of the open-ended type, provided that it shall not:
- (i) acquire, in each compartment and in all the compartments together, more than 10 % of the units or shares of the same kind issued by the same UCI;
 - (ii) invest more than 10 % of the net assets of any compartment in units or shares of the same UCI.

The Fund shall only invest in UCIs which have first class auditors, custodian and investment manager.

By derogation, the restrictions mentioned hereabove under (i) and (ii) are not applicable to investments in UCIs of the open-ended type that are submitted to risk spreading requirements similar to those applicable to Luxembourg UCIs submitted to Part I or Part II of the law of March 30th, 1988, and are domiciled in a member State of the EU, or in Canada, U.S.A., Japan, Hong Kong and Switzerland. However, such derogation will in no event lead to an excessive concentration of the investment in one UCI.

Investments in other UCIs of the open-ended type will not exceed 15 % of the net assets of each compartment and may represent an increased risk as there may be for such UCIs investors' protection measures which are not equivalent to the measures investors are familiar with.

- C. The Fund shall not invest in UCIs the purpose of which is to invest in other UCIs.
- D. The Fund shall not invest in UCls the main purpose of which is the investment in futures contracts on commodities and/or financial instruments and/or options and/or in venture capital and/or in real estate only if those UCls are submitted to rules which are comparable to those provided for by Luxembourg law and regulations for such UCls in the Grand Duchy of Luxembourg;
- E. The Fund may, in each compartment, hold ancillary cash and cash equivalents (including money market instruments which are regularly negotiated and the residual maturity of which does not exceed twelve months), provided that the investments in money market instruments be made in instruments issued or guaranteed by first class financial issuers.
 - F. The Fund may borrow up to 25 % of the net assets of each compartment, for whatever purpose.
- G. The Fund shall not make short sales on transferable securities or make other transactions relating to securities of which the Fund is not the owner.
 - H. The Fund shall not acquire real estate except if such investment is necessary for the direct exercise of its business;
 - I. The Fund shall not use its assets to underwrite any transferable securities.
 - J. The Fund shall not issue warrants or other instruments granting the right to acquire Units of the Fund.
 - K. The Fund shall not grant loans or act as a guarantor on behalf of third parties.

The Fund reserves the right to introduce, from time to time, other investment restrictions, provided that they are necessary to comply with the laws and regulations applicable in the countries where the Units of the Fund may be offered or sold.

The Fund will indirectly bear its proportionate share of any fees and expenses paid by the UCIs in which the Fund invests, in addition to all fees and expenses payable by the Fund. Investors should note that if the Fund invests in UCIs managed by the same promoter, no sales or redemption charges will be imposed on any such investments and the Fund will not charge any management fee for the assets invested in such UCIs.

5. Unitholdings and co-ownership Units

Any person or corporate entity agreeable to the Management Company may be a shareholder and hold Units in the Fund against payment of the issue price calculated on the basis of the procedure set out in Articles 7 and 8 below.

The Units which are of no par value, carry no preferential or pre-emptive rights. All Units of the Fund must be fully paid.

For each compartment, a separate portfolio of investments and assets will be maintained. The different portfolios will be separately invested in accordance with the investment objectives and policies as described in Article 4 hereof.

Within a compartment, all Units of the same class have equal rights and privileges.

Details regarding the rights and other characteristics attributable to the relevant classes of Units shall be disclosed in the Prospectus of the Fund.

The Fund may issue capitalisation Units (class «C» Units) at the subscription prices calculated on each Valuation Day. Fractions of Units to the third decimal places will be issued.

Class «C» Units capitalise income.

The owner of a share is the holder of a co-ownership claim on the assets of the Fund. Ownership of a share implies, without further qualification, acceptance of these Management Regulations and any amendment thereto carried out in conformity with Article 14 below.

Each of the Units is indivisible. In their relations with the Management Company or with the Custodian, the coowners, as well as the bare owners and the usufructuaries of Units, will have to be represented by the same person. The exercise of rights attaching to the Units may be suspended until these conditions are met.

The Units may be listed on the Luxembourg Stock Exchange if decided by the Management Company. Neither the unitholders nor their heirs may request the liquidation or the partition of the Fund or of any compartment.

No annual general meeting of the Fund's unitholders will be held.

6. The share certificates

The Units are in registered form.

The certificates shall bear the signatures of the Management Company and the Custodian. These signatures may be written by hand, printed using a rubber stamp or reproduced in facsimile or by any typographical process.

The Custodian shall remit to the unitholders a writing confirmation of the registered Units. Notwithstanding the Custodian may deliver to the unitholders, at their request, certificates evidencing their unitholding. Registered certificates are issued for any whole number of Units.

7. Value of the co-ownership Units

The Net Asset Value per Unit is calculated and established in Luxembourg by the Custodian under the responsibility of the Management Company with the frequency foreseen in the specifications of each compartment. If the day of calculation of the Net Asset Value is a legal bank holiday in Luxembourg, the calculation will be made on the next bank business day for each compartment.

The Net Asset Values are expressed in the currency of the respective compartments mentioned in the specifications of each compartment.

In exceptional circumstances which may adversely affect the unitholders interests or in the event that there should be considerable demand for the redemption of Units, the Management Company has the right to delay the computation of the Net Asset Value until it has carried out on behalf of the Fund all sales of securities which may be necessary. In that case, a single method for the computation of the Net Asset Values will be applied to all issue and/or redemption requests awaiting execution. This method shall be compulsory in the event that the issue of Units has been suspended by decision of the Management Company. The demand for the redemption of Units would be deemed considerable whenever the balance of Units to be redeemed would result in a net number of Units to be redeemed exceeding 10 % of the then outstanding Units.

The assets of the Fund shall be valued as follows:

- a) The value of any cash on hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, in any case, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making any reasonable reductions in order to reflect the true value of such assets.
- b) Securities listed on a recognised stock exchange or any other organised market will be valued at the last available price, or, in the event that there should be several such markets, on the basis of the last available price on the main market for the relevant security. Should there be no such market price, or if such price is not realistic, they will be valued by the Management Company on the basis of the probable sales price which the Management Company deems it prudent to assume.
- c) Securities not listed on a stock exchange or on another organised market will be valued by the Management Company on the basis of the probable sales price which the Management Company deems it prudent to assume.
- d) Securities denominated in other currencies than the USD will be converted into USD at the last available exchange rate.
 - e) Units or shares of a UCI shall be valued at their available net asset value.
 - f) All other assets shall be valued on the basis of the probable sales price determined prudently and in good faith.

Appropriate provisions will be made for expenditure charged to the Fund and, where necessary, account will be taken of the Fund's contingent liabilities in accordance with equitable and prudent criteria.

The Management Company is further authorised to suspend temporarily the determination of the Net Asset Value of the assets of one or more compartments of the Fund and the value of the Units of such compartments, as well as the issue and redemption of Units of such compartments, in any of the following circumstances:

- a) When and for as long as a stock exchange or market which provides a listing for a substantial proportion of the Fund's portfolio is closed for periods other than ordinary holidays, or if dealings thereon are suspended or restricted;
- b) When and for as long as the market for a currency in which a substantial proportion of the Fund's assets is denominated is closed for periods other than ordinary holidays, or if dealings thereon are suspended or restricted;
- c) When the means of communication ordinarily used to calculate the value of the assets of the Fund are suspended, or if, for whatever reason, the value of one of the Fund's investments cannot be determined with the requisite speed and accuracy;
- d) When restrictions on foreign exchange dealings or transfers of capital prevent the execution of transactions on the Fund's behalf, or when purchases and sales on behalf of the Fund may not be transacted at normal exchange rates;
- e) When factors connected with, amongst other things, the political, economic, military and monetary situation are beyond the control and responsibility of the Management Company and prevent it from disposing freely of the Fund's assets and from calculating the Net Asset Value of the compartment in a normal and reasonable manner;
 - f) Any period when deficiency in the computer systems renders the calculation of the Net Asset Value impossible;
 - g) As a result of a decision to liquidate or dissolve the Fund;
- h) When the UCI in which the Fund has invested a substantial part of the portfolio of one or more compartments has suspended the calculation of its Net Asset Value.

Suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Units shall be notified to unitholders and to the public in the manner provided for in Article 10 and in the countries where the Fund is marketed or sold.

8. The issue and issue price of the Units

Application for Units may be made on any business day in Luxembourg at the offices of the Custodian and at those other institutions appointed by the Custodian. The Units are issued at the issue price next determined following receipt of the application by the Custodian Bank. Subscription lists are closed at the latest at 12 noon on the Bank Business Day in Luxembourg preceding the Valuation Day.

The minimum subscription is defined in the Specifications of each compartment.

The issue price is based on the Net Asset Value determined in accordance with Article 7 above and increased by a fee stated in the Specifications of the Prospectus.

Generally, payment for share subscriptions shall be in cash, subscriptions being settled in USD, either by bankers draft or by cheque or by telegraphic transfer in favour of the Custodian, within five business days of the calculation of the subscription price in the currency of the compartment in which the investor wishes to invest.

However, the Management Company may under its responsibility, and in accordance with these Management Regulations, accept listed securities that comply with the investment policy of the Fund as valid consideration for a subscription when it deems it to be in the interest of existing unitholders.

For all securities accepted in payment of a subscription, the Custodian will request the auditors to establish a valuation report giving the quantity and the denomination as well as the method of evaluation used for these securities. The report must also specify the total value of securities expressed in their initial currency and in the currency of the relevant compartment. The applicable exchange rate will be the last available rate. After being examined and signed by the Auditors the report will be deposited at the «registre de commerce et des sociétés de Luxembourg» where it may be consulted.

Securities accepted in payment for a subscription will be valued for this purpose at the last available market price on the working day by reference to which the applicable net asset valuation is calculated. The Management Company may at its discretion reject any securities as payment for a subscription without having to justify this decision.

All taxes and brokerage fees payable on an issue of Units will be borne by the subscriber.

The Units shall be issued by the Management Company, subject to payment of the issue price to the Custodian, and certificates shall be issued by the Custodian on behalf of the Management Company and in accordance with its instructions upon receipt of payment for the Units.

The Management Company may suspend or discontinue the issue of Units in the Fund at any moment. In addition, it may at its sole discretion:

- refuse any subscription, and
- redeem at any moment Units in the Fund which have been irregularly subscribed or which are held without proper title

As provided in Article 7 of these Management Regulations, whenever the calculation of the Net Asset Value shall be suspended, the issue of Units will also be suspended. Whenever, after having suspended the issue of Units for any period of time, the Management Company shall decide to resume it, all subscriptions received during this period will be executed on the basis of the same Net Asset Value per Unit next calculated following the lifting of the suspension.

A written confirmation evidencing the unitholding shall be remitted to the unitholders. Notwithstanding the Custodian may deliver, at their request, certificates evidencing their unitholding five business days following the payment of the issue price.

9. Redemption of the Co-ownership Units

Unitholders may at any time request to withdraw from the joint co-ownership through redemption of all or part of their Units for cash. Applications for redemption shall be accepted at the offices of the Custodian and at those of the other institutions appointed by it. To be valid, these must state the Class (C) of Units to be redeemed and be accompanied by any certificates issued evidencing the Units to be redeemed.

Except in the special circumstances set out in Article 7, the Management Company is required to accept all requests for redemption of Units on any bank business day in Luxembourg. These requests shall be received, accompanied by any share certificates, at the offices of the Custodian and at all other institutions appointed by the Custodian for that purpose.

The Units shall be redeemed at the redemption price next determined following receipt of the application by the Custodian Bank. Redemption lists shall be closed at noon on the Bank business day in Luxembourg preceding the valuation date.

The redemption proceeds shall be equal to the Net Asset Value determined in accordance with the provisions of Article 7.

The proceeds of the redemption shall be paid by the Custodian in USD within five business days of the valuation date used to determine the redemption amount and receipt of the relevant certificates, if any.

The proceeds of the redemption shall only be payable to the extent that such payments do not infringe international exchange control regulations.

The Management Company shall ensure that an adequate level of liquidity is maintained in the assets of the Fund so that redemption of the Units under normal circumstances may be effected without undue delay.

10. Reporting to Unitholders

The issue and redemption prices of the Units shall be available twice a month at the offices of the Custodian, where the issue and redemption price of the Units is made public each day.

In addition, the Management Company shall cause the Custodian to publish twice a month on Reuter Screen the bimonthly Net Asset Value per Unit calculated in accordance with the provisions of Article 7.

The Management Company shall publish unaudited semi-annual reports and audited annual reports containing among others the financial situation of the Fund, the number of Units outstanding and the number of Units issued or redeemed since the last report.

The report published at the end of each accounting year shall also contain a statement of the activities of the Management Company and, in particular, the profit and loss account and the balance sheet.

Other information shall be given by the Fund to all the unitholders by way of publication in one or more Luxembourg newspapers as well as in one or more newspapers published in the countries where Units are distributed and may be sent to registered Unitholders.

The financial reports will be available at the registered office of the Management Company, at the offices of the Custodian, and at the offices of any other institution appointed by the Custodian for that purpose.

11. Duration and Liquidation of the Fund

The Fund has been established for an unlimited period. However, the Fund may be dissolved and liquidated at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian, subject to such prior notice as determined by the Management Company and notified to the unitholders. The Management Company is authorized, subject to the approval of the Custodian, to decide the dissolution of the Fund in the case where the value of the net assets of the Fund has decreased to an amount determined by the Management Company to be the minimum level for the Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic and political situation.

In addition, the Fund will be liquidated:

- a) in the event of a cessation of the duties of the Management Company or of the Custodian if either has not been replaced within two months;
 - b) in the event of a bankruptcy of the Management Company;
- c) should the net assets of the Fund fall below one fourth of the legal minimum of LUF 50 million or the equivalent of USD 162,000 for more than six months.

In the event of dissolution, the Management Company will realize the assets of the Fund in the best interests of the unitholders, and upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds from such liquidation, after deducting all expenses relating thereto, to the unitholders in proportion to the number of Units held by them. The Management Company may distribute the assets of the Fund wholly or partly in kind.

In the event of dissolution, the decision shall be published in the manner required by law in the Mémorial and in three newspapers, one of which at least must be a Luxembourg newspaper.

Issuance and redemption of Units will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution of the Fund. The liquidation or the partition of the Fund may not be requested by the unitholders, nor by their beneficiaries.

12. Dissolution and merger of compartments

a) Dissolution of compartments

A compartment may be terminated by a compulsory redemption of Units of such compartment by resolution of the Management Company if the net assets of such compartment fall to an amount determined by the Management Company to be the minimum level for such compartment to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the compartment concerned would have material adverse consequences on the investments of the compartment concerned. The decision of the compulsory redemption will be published prior to the effective date thereof and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the unitholders of the compartment concerned may continue to request the redemption or conversion of their Units, free of charge, prior to the date fixed for the compulsory redemption. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of 6 months thereafter. After such period, the assets will deposited with the Caisse des Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

b) Merger of compartments

Under the same circumstances as provided above, the Management Company may decide to allocate the assets of such compartment or compartments to those of another existing compartment or another undertaking for collective investment (the «new compartment») and to redesignate the Units of the class or classes concerned as Units of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the preceding paragraph before the operation involving contribution into the new compartment becomes effective in order to enable unitholders to request redemption of thir Units, free of charge.

13. Commission and Management Expenses

In consideration for its services, the Management Company is entitled for all the compartments of the Fund to a fixed fee payable quarterly and calculated at the annual rate on the basis of the average of the respective Net Asset Value of each compartment of the Fund for the relevant quarter such as stated in the Specifications of the Prospectus.

In consideration for its services, the Custodian is entitled to receive from the Fund an annual fee payable quarterly and calculated on the average of the respective Net Asset Value of each compartment of the Fund for the relevant quarter.

Any amendment to the rate mentioned in the Prospectus will be notified to the Custodian and will be published in accordance with the provisions of Article 14 of these Management Regulations.

In addition, the Fund shall bear the following expenses:

- all costs and taxes that may be due on the income of the Fund;
- the annual registration fee (the rate of which is mentioned in the Specifications of each compartment) and any other fees payable to the supervisory authorities, and costs relating to the distribution of dividends;
 - brokerage fees and commissions arising from transactions involving the securities in the Fund's portfolio;
- the remuneration of the Custodian and, where appropriate, that of any correspondents for custodian and administrative services provided to the Fund;
- expenses connected with publications and the supply of information to unitholders and incurred in implementation of Article 10, in particular printing expenses and the cost of distributing prospectus and periodic reports;
 - the auditors' fees:
- extraordinary expenses, particularly those arising from the consultation of experts and other such procedures which are in the interests of the unitholders;
- all expenses incurred in the establishment of the Fund, including the cost of printing the certificates and the legal costs of establishing the Fund as well as obtaining official authorisation for the setting-up of the Fund;
 - the annual stock exchange listing fees.

All recurring expenses are in the first instance charged to the income of the Fund and, failing that, to capital gains made by the Fund and, failing that, to the assets of the Fund.

The expenses incurred in establishing the Fund shall be amortised over a period not exceeding the first five years.

The Management Company assumes its own operating expenses and reimbursement of reasonable expenses in relation to Board Meetings and Investment Committee Meetings.

14. Amendments to the Regulations

The Management Company may, in conformity with Luxembourg law, make such amendments to these Management Regulations as it may deem to be in the interests of the unitholders. All such amendments shall be published in the «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» and, if so decided by the Management Company, in the financial press of the country or countries where the public issue of the Fund's Units has been decided by the Management Company. The said amendments shall take force the day of their publication in the «Mémorial».

15. Auditing

The auditing of the books of the Management Company in its capacity as manager of the Fund shall be carried out by a statutory auditor (the «Auditor») appointed by the Management Company. The annual audit of the assets of the Fund, transactions carried out on behalf of the Fund and the breakdown of its assets are audited by the Auditor.

16. Applicable Law, Jurisdiction and Governing Language

These Management Regulations shall be subject to, and will be interpreted according to Luxembourg law.

Any disputes arising between any of the unitholders, the Management Company and the Custodian shall be settled by arbitration.

The responsibility of arbitrating in such disputes shall be entrusted to a single arbitrator, provided that the concerned parties agree on the appointment of the arbitrator. Should the parties disagree on the name of a single arbitrator, a committee of arbitrators shall be appointed by the parties, each party to appoint one arbitrator, and the arbitrators so appointed to appoint an umpire. The arbitrators shall reach a decision by a majority of votes. In case of equality of votes, the umpire shall have casting vote.

If one of the parties has not appointed his arbitrator within one month of the date on which the most diligent party requested him to do so, that arbitrator shall be appointed by the President of the «Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg» deciding in chambers at the request of the diligent party. If the arbitrators appointed by the parties cannot agree on the choice of an umpire, the umpire shall be appointed by the President of the «Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg» deciding in chambers at the request of the parties.

The arbitrator, or arbitrators, shall determine the place of arbitration. Their decision shall be given in accordance with Luxembourg law and their award shall be without appeal.

Liability of the Custodian Bank to the unitholders may only be engaged through the intermediary of the Management Company. If the Management Company does not act despite the written demand of the shareholder within a delay of three months from the date of the demand, the shareholder may act directly against the Custodian Bank.

English shall be the governing language of these Management Regulations, provided, however, that the Management Company and the Custodian may, on behalf of themselves and the Fund, consider as binding the translation into languages of the countries in which the Units of the Fund are offered and sold.

Signed in Luxembourg and effective on June 1st, 1997.

BANQUE PARIBAS LUXEMBOURG
Signatures

UNITED ASSETS MANAGEMENT
A. Al-Nabhan H. K. Al-Braikan
President

Enregistré à Luxembourg, le 3 juin 1997, vol. 493, fol. 3, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(19457/250/399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 1997.

WINGLOBAL FUND, Fonds Commun de Placement.

In connection with the transfer of the Central Administration of WINGLOBAL FUND to CREDIS FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A. and of the Custodian to CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., the Management Regulations of the above-mentioned Fund were amended upon decision of the Management Company WINTERTHUR FUND MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A., with the consent of the Depository Bank and shall now read as follows:

These Management Regulations of the Mutual Investment Fund («Fonds Commun de Placement») WINGLOBAL FUND and any future amendments thereto, occurring in accordance with Article 14 below, shall govern the legal relations between:

- 1. The Management Company WINTERTHUR FUND MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A., a joint stock company with its registered office in Luxembourg at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg (the «Management Company»),
- 2. the Depository Bank, CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., a joint stock company with its registered office in Luxembourg at 56, Grand-rue, L-1660 Luxembourg (the «Depository Bank») and
- 3. the subscribers and holders of WINGLOBAL FUND units (the «unitholders») who shall accept these Management Regulations by the acquisition of such units.
- **Art. 1. The Fund.** WINGLOBAL FUND (the «Fund») is incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement) with an «umbrella» structure comprising three segregated investment portfolios issuing separate classes of units:
- WinGlobal Fund International Equity Portfolio (referred to hereafter as International Equity Portfolio, denominated in ECU).
- WinGlobal Fund International Bond Portfolio (referred to hereafter as International Bond Portfolio, denominated in ECU).
- WinGlobal Fund International Diversified Portfolio (referred to hereafter as International Diversified Portfolio, denominated in ECU).

Each portfolio being an integral part of the Fund is considered a separate entity and shall take the form of an unincorporated co-proprietorship of unitholders of all securities and other permitted assets of the portfolio. The rights of the unitholders of one portfolio are fully independent of the rights of the unitholders participating in the other portfolios. The portfolios shall be managed in the interest of the unitholders by the Management Company. The assets of all portfolios shall be held by the Depository Bank and are separated from those of the Management Company. The Board of Directors may decide with the agreement of the Depository Bank to add further portfolios as well as close any one single portfolio.

Each portfolio unit may be issued in different categories: as dividend units (hereafter referred to as «Category A» which pay a dividend, or as capitalisation units (hereafter referred to as - «Category T») whose income is capitalised.

Art. 2. The Management Company. The Fund shall be managed on behalf of the unitholders by the Management Company, which has its registered office in Luxembourg.

The Management Company is vested with extensive powers, within the limitations of Article 4 below, in managing the Fund on behalf of the unitholders; in particular, it shall be entitled to buy, sell, subscribe to, exchange and receive any securities and to exercise all the rights directly or indirectly connected with the Fund's assets. The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund in accordance with the limitations set out in Article 4 below. The Board of Directors of the Management Company may avail itself of the services of an investment advisor. The Board of Directors may also entrust the managers or employees of the Management Company with the day-to-day execution of the investment policy and the general management of the Fund's assets. The Management Company may, in general, call on investment advisory services; any fees thus incurred shall be borne exclusively by the Management Company.

The Management Company shall be entitled to a maximum management fee of 0.5 % per annum for each portfolio, on the basis of the average daily net asset value of the relevant month and payable at the beginning of each following month.

Art. 3. The Depository Bank. The Management Company has appointed CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., a joint stock company organised under Luxembourg law with its registered office in Luxembourg, as the Depository Bank.

Either the Managem ent Company or the Depository Bank may terminate this contract at any time in writing upon three months' notice. The Management Company may, however, only dismiss the Depository Bank when a new Depository Bank takes over the functions and responsibilities of a Depository Bank as laid down in these Management Regulations within two months from the date of having given notice. After its dismissal, the Depository Bank must also guarantee to carry out its functions as long as is necessary for the transfer of the Fund's total assets to the new Depository Bank.

In the event of the Depository Bank giving notice, the Management Company shall be obliged to appoint a new Depository Bank to take over the function and responsibilities of the Depository Bank in accordance with these Management Regulations. In this case the duties of the Depository Bank shall continue until the Fund's assets have been transferred to the new Depository Bank.

The Management Company has entrusted the custody of the Fund's and its respective portfolios' assets (the Fund's assets) to the Depository Bank. The Depository Bank shall carry out all operations concerning the day-to-day administration of the assets of the Fund. The Fund's assets, i.e. all liquid assets, securities and other assets permitted by law, shall be held by the Depository Bank on behalf of the unitholders of the respective portfolio in separate accounts and deposits.

The Depository Bank may only draw on the Fund's assets or make payments to third parties for the Fund by order of the Management Company and within the scope of these Management Regulations.

With the approval of the Management Company and under its own responsibility, the Depository Bank may entrust correspondent banks and clearing institutions such as CEDEL or EUROCLEAR with the deposit of securities of the respective portfolios.

The Depository Bank will carry out the instructions of the Management Company - unless they conflict with the law, the Management Regulations, the Depository Bank Agreement or the current prospectus - and ensure that:

- the sale, issue, redemption, conversion and cancellation of units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with the law and the Management Regulations;
- the net asset value of the units of each portfolio and each category is calculated in accordance with the law and the Management Regulations;
 - the income of each of the portfolios and categories is applied in accordance with the Management Regulations;
 - Fund units will be transferred to subscribers in accordance with Article 7 below;
- all assets of each portfolio are immediately posted to the respective segregated accounts and deposits, in particular incoming payments of the issue price minus sales commission and any issue taxes;
- in transactions involving the assets of a portfolio, the consideration is remitted to the respective portfolio's accounts within the usual time limits;
- listed or regularly traded securities, options and subscription rights are purchased not higher than at the current market price, and sold not lower than at the current market price, and non-listed or not regularly traded securities and currency options are purchased and sold at a price which is not in obvious disproportion to their actual market value.

The Depository Bank will:

- pay the purchase price out of the portfolio's accounts for securities, subscription rights and other assets permitted by law which have been acquired for a portfolio;
- accept against payment of the purchase price, out of a portfolio's accounts and deposits securities, subscription rights and other assets permitted by law, which have been bought for the portfolio, and deliver such assets which have been sold for the portfolio, provided that the Depository Bank or another institution it has selected, receive the payment for them;
- pay for the redemption price in accordance with Article 10 below upon receipt of the redemption application by the Management Company;
- pay the purchase price out of the accounts of the Fund for call and put options and forward currency transactions which have been acquired and respectively executed for the respective portfolio;
 - pay any dividend distribution in accordance with Article 13 of the Management Regulations.

The Depository Bank pays out of the accounts of a portfolio only such remuneration to the Management Company as are laid down in these Management Regulations (see Article 11).

The Depository Bank is entitled to remuneration according to these Management Regulations (see Article 11) and can only debit the accounts of the respective portfolio with the consent of the Management Company.

As far as permitted by law, the Depository Bank is entitled and has the duty to:

lodge in its own name claims of unitholders against the Management Company or a former Depository Bank;

oppose any execution measures of third parties and to proceed if any claim is enforced vis-à-vis a portfolio for which the respective portfolio is not liable.

In the context of their respective roles, the Management Company and the Depository Bank must act independently and solely in the interest of the unitholders.

Art. 4. Investment Objective, policy and restrictions. A) Investment Objective

The investment objective of the International Equity Portfolio's to achieve a capital appreciation of the amounts invested into leading enterprises with a high income potential, solid financial structure and successful management, considering the spreading of investment risk. The investment objective of the International Bond Portfolio is, on the one hand, the limitation of the economic, political, and geographical risks as well as the currency risk and, on the other hand, the obtention of an appropriate yield of the invested capital.

The investment objective of the International Diversified Portfolio is to achieve, through an international equity allocation, an optimum risk/return ratio.

B) Investment Policy

The International Equity Portfolio and the International Diversified Portfolio primarily invest in shares, share certificates, convertible bonds, bonds with warrants, and warrants as well as in other transferable securities provided for by these Management Regulations.

The International Bond Portfolio will primarily invest in bonds, convertible bonds, bonds with warrants and other transferable fixed income securities (including zero-bonds) and floating rate notes. Shares, other shares in the capital, and dividend-right certificates, which are purchased by exercising conversion rights, subscription rights, or options, must be sold within twelve months after the purchase. If ex bonds are sold separately, the remaining warrants as well as any certificates, which were purchased later by means of these warrants, must be sold within one year after the selling of the ex bonds.

The portfolios invest in transferable securities, denominated in any currency or in ECU. For the purpose of efficient portfolio management, they may avail themselves of techniques and instruments used for securities investment. The assets of the portfolios shall as a rule be invested in the securities specified in the investment objectives, taking account of the following investment restrictions. Each portfolio shall pursue an independent investment policy.

As the assets of each portfolio are subject to normal price fluctuations, no guarantee can be given that the portfolio in question will reach its investment goal.

Liquid assets may be held for the portfolios in the currencies in which investments are made or the redemption price is paid out. These may be kept as sight and fixed-term deposits at banks and are ancillary assets.

Subject to the investment restrictions set out below, the Fund may engage in securities lending.

C) Investment Restrictions

The investments of the Fund consist of:

- 1. a) transferable securities admitted to official listing on a stock exchange in an EU Member State;
- b) transferable securities dealt in on another Regulated Market which operates regularly and is recognised and open to the public (hereafter referred to as «Regulated Market») in an EU Member State;
- c) transferable securities admitted to official listing on a stock exchange in a state not a member of the EU or dealt in on another Regulated Market in a state not a member of the EU, which operates regularly and is recognised and open to the public. The non-EU member states are all the other countries of Europe, Asia, Oceania, America and Africa;
 - d) new issues of transferable securities, provided that:
- the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another Regulated Market of one of the above-mentioned countries, which operates regularly and is recognised and open to the public;
 - such admission is secured within one year of issue.

However, each portfolio may:

- 2. a) invest up to 10 % of its net assets in transferable securities other than those referred to in paragraph 1) with the exception of the money market instruments referred to in paragraph 2., subpara e);
- b) invest up to 10 % of its net assets in vested rights which have the same characteristics as transferable securities (esp. with regard to their transferability, saleability and periodic revaluation) and which have a remaining term to maturity that exceeds 12 months;
- c) the total of the investments referred to in a) and b) may not under any circumstances amount to more than 10 % of the net assets of each portfolio;
 - d) the Fund may not acquire either precious metals or certificates representing them;
- e) the portfolios may also hold liquid assets and fixed-term deposits in different currencies. Up to 49 % of the value of the net assets of each portfolio may be held in bank deposits, money market instruments and short-term paper (such as Treasury bills) of countries which are members of the OECD.

The above-mentioned instruments may not have a remaining term to maturity of more than 12 months at the time they are purchased by the Fund.

- f) each portfolio may invest no more than 10 % of its net assets in securities issued by the same body;
- g) the total value of the transferable securities held by each portfolio in each issuing body in which it invests more than 5 % of its net assets must not exceed 40 % of the value of its net assets;
- h) the limit of 10 % foreseen in f) can be raised to a maximum of 35 % if the transferable securities are issued or guaranteed by an EU Member State, by its local authorities, by a state which is not a member of the EU, or by public international bodies of which one or more EU Member States are members;
- i) the transferable securities referred to in h) are not included in the calculation of the limit of 40 % laid down in g). The limits set out in f) and h) may not be aggregated and accordingly, investments in transferable securities issued by the same issuing body effected in accordance with f) and h) may not, in any event, exceed a total of 35 % of the net assets of each portfolio.

While ensuring observance of the principle of risk-spreading, each portfolio need not follow the restrictions in f), g) and h) for six months following the date of its authorisation;

j) by way of derogation from lit. f) to i), the Management Company may invest in accordance with the principle of risk-spreading up to 100 % of the net assets of each portfolio in different transferable securities issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, a state which is not a member of the EU, or public international bodies of which one or more EU Member States are members.

These securities must have been issued in six different issues with securities from any one issue not exceeding 30 % of the total net assets of each portfolio;

- k) each portfolio may invest up to 5 % of its net as sets in units of open-ended undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS). Units of other collective investment bodies may be acquired only if:
- i) the undertaking is a collective investment body within the meaning of Art. 1, Paragraph 2, Subparas 1 and 2 of the Investment Directive of the European Union of 20th December 1985 (85/611/EC),
- ii) the collective investment body follows an investment policy corresponding to that of the portfolio. Investments in units of an investment fund or investment company managed by a Management Company or other company to which the fund is linked by common management or control, or by significant direct or indirect participation shall only be permitted (1) in the case of an investment fund or investment company specialised in a certain geographic or economic sector, and (2) provided the fund incurs no fees or costs due to said transactions;
- I) the Fund may not acquire any shares carrying voting rights which would enable it to exercise significant influence over the management of an issuing body;
 - m) the Fund may not acquire more than

- 10 % of the non-voting shares of any single issuing body;
- 10 % of the debt securities of any single issuing body;

The limit laid down in the second indent may be disregarded at the time of acquisition if, at that time, the gross amount of the debt securities cannot be calculated;

- n) Subparas I) and m) do not apply in respect of:
- transferable securities issued or guaranteed by an EU Member State or its local authorities;
- transferable securities issued or guaranteed by another OECD Member State;
- transferable securities issued by public international bodies of which one or more EU Member States are members;
- o) the Fund need not comply with the limits laid down in these Investment Restrictions when exercising subscription rights attaching to transferable securities which form part of the assets;
- p) if the limits referred to in these Investment Restrictions are exceeded for reasons beyond the control of the Fund or as a result of the exercise of subscription rights, future sales of securities should give priority to remedying the situation, taking due account of the interests of the unitholders;
- q) the Fund may not pledge or otherwise mortgage any of the Fund's assets, or transfer or assign them for the purpose of guaranteeing a debt;
 - r) the Fund's assets may not be used as collateral for the issue of securities;
- s) the Fund may not grant loans or act as a guarantor on behalf of third parties. This restriction shall not prevent the Fund from acquiring transferable securities which are not fully paid;
- t) However, the Fund may lend securities from its assets in accordance with the terms and procedures set down by CEDEL and EUROCLEAR as well as by first-class financial institutions specialised in this type of transaction. Such operations may not be for longer than thirty days, except if these contracts can be cancelled at all times and the securities lent can be restituted. Furthermore, the fund must in principle receive a guarantee, the value of which at the start of the agreement must be at least equal to the global valuation of the securities lent. This guarantee must be given in the form of a bank guarantee of a first-class financial institution or of liquid assets and/or securities issued or guaranteed by an OECD member state or its local authorities, by supranational institutions or by organisations at the community, regional or international level, and the assets or securities must be blocked to the name of the fund until expiry of the loan agreement;
- u) the Fund may borrow up to 10 % of the net assets of each portfolio provided that the borrowing is on a temporary basis. The Fund may acquire foreign currency by means of a back-to-back loan;
 - v) the Fund may not carry out uncovered sales of transferable securities;
 - w) in principle, the Fund may not acquire securities which are bound by contractual provisions (letter stocks);
- x) in accordance with the investment restrictions set down in this paragraph, the Management Company may acquire and sell call and put options on securities, stock market indices, futures and other financial instruments on behalf of a portfolio, if these options are traded on a stock exchange or on another regulated market.

Moreover, options as described below which are not traded on a stock exchange or on another regulated market (over-the-counter, OTC options) may be sold and purchased on behalf of a portfolio, if its counterparties are first-class financial institutions, specialised in this type of transaction:

- i) the total premium paid for the acquisition of the options mentioned under x) may not exceed 15 % of the total net assets of the respective portfolio,
- ii) call-options on securities may be sold on behalf of a portfolio, as far as the sum of the exercise prices of these options does not exceed 25 % of the net asset value of the relevant portfolio at the time of the purchase. This investment restriction is not applicable if the call options sold are covered by securities or hedged by other instruments. Furthermore, when uncovered call options are sold, the relevant portfolio must at all times be able to cover the positions taken on these sales,
- iii) when the Management Company sells a put option on behalf of a portfolio, the equivalent of the positions taken must be covered, for the total duration of the contract, by the liquid assets of the relevant portfolio sufficient to pay for the securities deliverable to it on the exercise of the option by the counterparty;
- y) the Management Company may engage in forward currency contracts and buy currency options for the purpose of hedging currency exposure. The value of the forward contracts must not exceed the value of the underlying assets of the respective portfolio in the respective currency, and the maturity of the forward contracts may not exceed the maturity of the underlying assets.

The Management Company may, with the agreement of the Depository Bank, impose other investment restrictions at any time in the interest of the unitholders whenever necessary to comply with the laws and requirements of those countries where the Fund units are offered.

Art. 5. Issuing of Units. Units for each portfolio in each category shall be issued by the Management Company on any Valuation Day (see Article 8) in Luxembourg. Unitholders are only co-proprietors of the portfolio in which they hold units. Units shall be issued by the Management Company denominated in the currency of the respective portfolio.

The Management Company shall observe the laws and requirements of the countries in which units are offered. To comply with such requirements the Management Company may impose additional conditions on the distribution of units outside Luxembourg which may be reflected in the offering documentation in those countries. The Management Company may, at any time and at its own discretion, suspend or limit the issue of units for a particular period or indefinitely for individuals or corporate bodies in a particular country or area. The Management Company may exclude certain individuals or corporate bodies from purchasing units when such a measure is necessary to protect the unitholders and the Fund in its entirety.

Issuing of units is submitted to the current law relating to the measures to combat money laundering and prevention of the use of the financial sector for the purposes of money laundering (LMI circular 94/112 and Directive of the European Union 91/308/EC). Moreover, the Management Company may refuse subscription applications at its own discretion, and at any time redeem units held by unitholders prohibited from acquiring or holding units.

Payments, which have been made in connection with subscription applications, which could not be executed, will immediately be refunded by the Depositary Bank without entitlement to income resulting from whatever performance linked to the investment.

Art. 6. Issue price. The issue price is based on the net asset value per unit for each class and each category of unit as calculated on the day after the purchase application is submitted (Valuation Day) plus an agency commission not exceeding 5 % of the net asset value per unit, provided such application is received by the Management Company before 3.00 p.m. Luxembourg time and payment is made to the Depository Bank within three business days after the relevant Valuation Day.

In case the applications are not received by the Management Company by 3.00 p.m., units will be offered at an issue price based on the net asset value per unit as determined two Valuation Days later. A maximum commission of 5 % of the net asset value per unit may be charged by the selling agent. Insofar as in a jurisdiction where units are sold, issue or sales taxes become payable to the respective tax administration, the subscription price will increase by that amount.

Payment for the subscription price is accepted in the reference currency of the respective portfolio. If subscription proceeds are received in a currency other than the one in which the respective portfolio is denominated, the investor shall bear the costs related to the conversion.

The systematic purchase of units over a designated period of years is not contemplated.

Art. 7. Unit Certificates. Subject to local law in countries where units are offered, ownership of units shall be evidenced either in bearer or in registered form.

The ownership of bearer units is evidenced by a credit transfer to a securities account held by the investor with a bank of his/her choice.

Registered units are transcribed into the nominative register of units maintained by the Management Company or by an agent on behalf of the Management Company. The investor receives a confirmation letter of the registration. The Management Company shall consider the person in whose name the units are registered as full owner of the units.

Units may be issued in fractions. Rights attached to fractions of units are exercised in proportion to the fraction of a unit held.

Units will be registered or credited to a securities account as determined by the investor immediately upon receipt of payment of the subscription price. Any investor who entrusts units to the safekeeping of a collective depository shall receive a credit advice for these units via the depository designated by him. As a rule, no unit certificates will be issued. Crediting will be effected through a collective depository recognised by the Management Company and the Custodian Bank. The fund units are eligible for clearing through the EUROCLEAR System (operated by the Brussels branch office of the MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW YORK) and the CEDEL System.

Should an investor request unit certificates, these will, in principle, be issued at the counters of the selling agents or their branch offices in denominations of 1, 10, 100 and 1,000 within five days of payment of the purchase price. The costs of printing unit certificates may be charged to any unitholder requesting physical delivery.

Each registered certificate shall bear the signature of the Management Company and the Depository Bank, both of which may be replaced by a facsimile signature.

The Management Company may split or consolidate the units in the interest of the unitholders.

Art. 8. Net Asset Value. The net asset value per unit of each portfolio shall be determined by the Management Company or by an agent in Luxembourg on behalf of the Management Company on each day which is a business day for banking in Luxembourg (the «Valuation Day»), by dividing the total net asset value (total assets minus liabilities) of each portfolio by the total number of units of the respective portfolio in circulation. The net asset value for each portfolio shall be expressed in the currency of that portfolio.

The value of the assets of each portfolio is determined as follows:

1) Securities which are listed on a stock exchange or which are regularly traded on such shall be valued at the last known purchase price. If such a price is not available for a particular exchange session, but a closing mid-price (the mean of the listed closing bid and ask prices) or a closing bid price is available, then the closing mid-price, or alternatively the closing bid price, may be taken as a basis for the valuation.

If a security is traded on several stock exchanges, the price on the stock exchange on which it is primarily traded shall apply. In the case of securities for which trading on a stock exchange is not significant but which are bought and sold on a secondary market with regulated trading among securities dealers (with the effect that the price is set on a market basis), the Management Company may decide to base the valuation on this secondary market.

- 2) Securities traded on a regulated market shall be valued in the same way as securities listed on a stock exchange.
- 3) Securities that are not listed on a stock exch ange and are not traded on a regulated market shall be valued at their last available market price; if no such price is available, the Management Company will value these securities in accordance with other criteria it shall establish on the basis of the selling prices that can probably be achieved.
 - 4) Fiduciary investments and fixed-term deposits shall be valued at their nominal value plus accrued interest.
- 5) The valuation price of a money market instrument shall be progressively adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and keeping the resultant investment yield constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields.

- 6) The portion of the net assets of a portfolio composed of securities with a remaining term to maturity of less than six months may be valued by progressively adjusting the valuation price of an investment based on its net purchase price or its price at the moment when its remaining term to maturity fell below six months to the redemption price, keeping the resultant yield constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of the different investments shall be brought into line with the new market yields.
- 7) The amounts resulting from such valuations shall be converted into the reference currency of each portfolio at the prevailing mid-rate. Foreign exchange transactions made for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration when carrying out this conversion.

The percentage of the total net asset value to be allocated to each category of units of each class shall be adjusted subsequently in connection with the distributions effected and the issue and redemption of units as follows:

- 1. On each occasion when a distribution is effected in respect of distribution units in a certain class, the net asset value of the distribution units in that class shall be reduced by the amount of the distribution (causing a reduction in the percentage of net asset value to be allocated to distribution units), whereas the net asset value of capitalisation units shall remain unchanged (causing an increase in the percentage of net asset value allocable to capitalisation units); the costs related to a distribution shall be borne by the relevant portfolio;
- 2. On each occasion when units are issued or redeemed in a certain class, the net asset value to be allocated to each category of units within that class shall be increased or reduced by the amount received or paid out.

Whenever a foreign exchange rate is needed in order to determine the net asset value of a portfolio, the last known foreign exchange middle rate will be used. In addition, appropriate provisions will be made to account for the fees charged to the Fund as well as for accrued income on investments.

If it is impossible or incorrect for the Management Company to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to exceptional circumstances, the Management Company is entitled to use in good faith other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of the Fund's total assets. For the purpose of establishing annual reports including the audited financial accounts of each of the portfolios as well as the consolidated financial accounts of all of the Fund's portfolios, the total net assets of the Fund shall be expressed in ECU and shall correspond to the difference between the total assets and the total liabilities of the Fund. To the effect of this calculation, the net assets of each segregated portfolio shall be converted into ECU.

The Management Company may, with the agreement of the Depository Bank, in the case of massive redemption applications, which cannot be satisfied by borrowing within the permitted limits or out of the liquid assets of the respective portfolio, calculate the net asset value of units of the respective portfolio on the basis of the market value of the day on which the Management Company can sell the respective assets. Only then will the Management Company redeem the units at the respective net asset value. The same calculation method will be used for subscription applications received in such a situation. In the case of such events, the Management Company will always protect the interest of the unitholders.

- Art. 9. Suspension of Valuation of the net asset value and of the issue, redemption and conversion of units for one or all of the portfolios. The Management Company may in good faith temporarily suspend calculation of the net asset value and hence the issue and redemption and conversion of units for one or all of the portfolios if:
- a) an exchange or regulated market on which a considerable part of the securities of a portfolio is listed or traded, is closed (except for regular week-ends or holidays) or if trading on such an exchange or market is limited or suspended;
- b) a political, economic, military, monetary or other emergency beyond the control, responsibility or influence of the Management Company makes the disposal of a portfolio's assets impossible;
- c) disruption of the communications network or any other reason makes it impossible to determine the value of a considerable part of a portfolio's assets;
- d) owing to limitations on the exchange transactions or other transfers of assets, the business transactions become impractical for a portfolio, or where it can be objectively demonstrated that purchases and sales of a considerable part of a portfolio's assets cannot be effected at normal rates.
- **Art. 10. Redemption.** Unitholders may request the redemption of their units on any Valuation Day. The redemption price for each class of units is the net asset value per unit established on the day after the redemption application is submitted provided the redemption applications are received before 3.00 p.m. Luxembourg time. For redemption applications received after 3.00 p.m., the redemption price for that class of units is the net asset value per unit as determined two Valuation Days later.

Depending on the development of the net asset value, the redemption price may be higher or lower than the purchase price paid.

The Management Company must ensure sufficient liquidity in the Fund's assets so that upon receipt of the redemption application, payment for the redemption of units can, under normal conditions, be effected within three business days after receipt of the redemption application. The Depository Bank is obliged to make payments within three business days after receipt of the redemption application, unless there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Depository Bank's control which make it impossible to transfer the redemption value to the country where the redemption was requested. Moreover, with the agreement of the Management Company, the Depository Bank may, in case of massive redemption applications, delay payment of the redemption price until it has sold the corresponding assets (see Article 8).

Art. 11. Expenses of the Fund. The Fund shall bear the following expenses:

- 1. The Management Company may charge a maximum fee of 0.5 % per annum for each portfolio, based on the average daily net asset value during the relevant month and payable at the beginning of the following month.
 - 2. Moreover, each portfolio shall bear the costs specified below:

- a) the central administration of the Fund (including the costs incurred for insuring that the investment policy and restrictions are complied with, the transaction fees, the processing of subscription and redemption requests and the costs for preparing the annual and semi-annual reports etc.)
 - b) book-keeping and calculating the daily net asset value.
- c) the Depository Bank fee (for liabilities and controlling activities of the Depository Bank, for the administration and the safekeeping of securities including costs for external deposits entrusted to a normal sub-depository as CEDEL, EUROCLEAR, INTERSETTLE, etc.).
 - 3. Standard brokerage and bank charges incurred by the Fund's business transactions.
- 4. Listing and publishing costs of the net asset value per unit of each portfolio and costs of all other information published for the unitholders.
- 5. Registration fees and other expenses due or incurred in connection with the reporting to supervisory authorities in various jurisdictions.
- 6. The expenses of establishing the Fund, estimated at one million five hundred thousand Luxembourg francs, amortised over a period of five years in each respective portfolio.
- 7. Other expenses incurred in the Fund's operations by the Management Company or the Depository Bank, including auditing fees for the Fund and the preparing and printing of semi-annual and annual reports, and in general the costs of any steps taken in the interest of the unitholders.
- 8. Any additional non-recurrent fees, including legal advice, incurred for exceptional steps taken in the interest of the unitholders;
- 9. A tax of 0.06 % per annum is imposed on the net assets of the Fund by the Grand Duchy of Luxembourg, calculated quarterly on the basis of the net asset value of each portfolio on the last day of the quarter.

In the case where any of the above-mentioned expenses of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such expenses shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset value of each portfolio.

When the Fund incurs any of the above-mentioned expenses which relate to any particular portfolio, or to a particular category of a portfolio, or to any action taken in connection with a particular portfolio, or one of its categories, such expense shall be allocated to the relevant portfolio or to its relevant category. All liabilities attributable to any portfolio or to one of its categories shall be binding on, and may be claimed from, the Fund as a whole. All recurring fees are directly charged to the Fund's assets. Other expenses may be amortised over a period of five years.

- Art. 12. Business year, audit. The Fund's business year shall end on December 31st each year and for the first time on December 31st, 1991. The annual statement of account of the Management Company shall be audited by the statutory auditor of the Management Company and the Fund's annual report by an authorised auditor appointed by the Management Company.
- **Art. 13. Distributions.** Dividend payment will only be made on Category A units; the income attributable to Category T units will remain in the net assets of this category.

The Management Company will decide every year to what amount there will be a dividend payment out of the net investment income of the Fund. Dividend payment will be made as soon as possible upon finalisation of the audited financial statements.

Net investment income of the Fund is defined as income received less general expenses excluding realised capital gains and capital losses, unrealised appreciation and depreciation on investments and the proceeds resulting from the sale of subscription rights and/or any other extraordinary income.

Notwithstanding the previous clause, the Management Company may, for Category A units, from time to time, in agreement with the dividend payment policy of the Board of Directors, distribute in whole or in part, in cash or in the form of bonus shares:

- the net investment income or the realised capital gains;
- the proceeds from the sale of subscription rights and/or any other extraordinary income, less realised capital losses and unrealised depreciation on investments, in the case that these are not compensated by unrealised appreciation on investments. Any remaining fractions may be paid in cash.

The dividend payment will be made for the Category A units outstanding on the dividend payment date.

Dividend payments not claimed within five years after the publication of the dividend payment advice will revert to the Fund.

- Art. 14. Amendments to these Management Regulations. The Management Company may amend these Management Regulations in full or in part at any time in the interests of the unitholders and with the consent of the Depository Bank. Amendments shall take effect five days after their publication in the Luxembourg «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations».
- **Art. 15. Announcements.** The net asset value per unit and the issue and redemption price per unit shall be made known by the registered office of the Management Company every Valuation Day. The audited annual report, which shall be published within four months following the close of the accounting year, and all interim reports, which shall be published within two months following the close of the relevant period, shall be available to unitholders at the registered offices of the Management Company, the Depository Bank, and all selling agents.

Any amendments to these Management Regulations, the dissolution and the liquidation of the Fund, and the closing of any one single portfolio shall be published in the Luxembourg «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», in the Luxemburger Wort and in two newspapers of wide circulation abroad.

Amendments to the Management Regulations and notices to unitholders, including notices about the suspension of the calculation of the net asset value and of the redemption of units, the liquidation of the Fund, or the closing of any one single portfolio shall be published in the newspapers of countries where units are offered or sold.

Art. 16. Duration of the Fund, dissolution of the Fund or any of its portfolios. The Fund shall be established for an indefinite period; the Fund may be liquidated at any time by mutual agreement of the Management Company and the Depository Bank. Furthermore, liquidation shall take place if required according to Article 21 of the law of March 30th, 1988, relating to collective investment undertakings. Notice must be given without delay by the Management Company or the Depository Bank in accordance with Article 15 above.

For all of the portfolios, no units may be issued or redeemed as soon as the event giving rise to liquidation occurs.

The Management Company shall dispose of the Fund's assets in the best interest of the unitholders, and the Depository Bank shall distribute the net liquidation proceeds, after deduction of liquidation charges and expenses, to the unitholders of the respective portfolio in proportion to their holdings, in accordance with the directions of the Management Company.

As soon as the decision has been made to close a portfolio, no more units of the portfolio will be issued. Notice to unitholders of the respective portfolio will be given in accordance with Article 15 of the Management Regulations. The Management Company will redeem the outstanding units and reimburse the unitholders in proportion to their respective holdings. Proceeds which cannot be distributed shall be deposited by the Depository Bank at the Caisse des Consignations in Luxembourg on behalf of the unitholders entitled thereto.

Unitholders, their heirs and any other beneficiaries may not demand the dissolution or division of the Fund.

- **Art. 17. Expiry of Claims.** Unitholders' claims against the Management Company or the Depository Bank shall cease to be valid five years after the date of the occurrence giving rise to the claim.
- Art. 18. Applicable law, Jurisdiction, and language of reference. The District Court of Luxembourg shall have jurisdiction over any disputes between the unitholders, the Management Company, its shareholders, and the Depository Bank, and Luxembourg law shall apply. The Management Company and the Depository Bank nevertheless submit themselves and the Fund to the jurisdiction of any country in which units are offered and sold, in respect of claims by unitholders solicited by sales agents in the respective country.

The English version of these Management Regulations shall be binding; the Management Company and the Depository Bank nevertheless admit the use of translations approved by them, into the languages of countries in which units are offered and sold, and these shall be binding in respect of such units sold to investors in those countries.

Art. 19. Conversion of Units. Conversion of units of one portfolio to units of another portfolio or vice versa, as well as from one category to another can be requested on any Valuation Day by sending an application for conversion and the registered certificates, if issued, to the Management Company.

Applications for conversions must be received until 3.00 p.m. Luxembourg time on a Valuation Day.

Conversion will take place using the net asset value per unit of the respective portfolios established on the following Valuation Day together with the last known foreign exchange middle rate, if applicable.

For conversion applications received after 3.00 p.m. on a Valuation Day, the net asset value per unit as determined two Valuation Days later will be used. A conversion commission of up to 2 % of the net asset value of the units to be converted may be charged if the number of conversion requests per year of a unitholder exceeds a certain limit, or if the total net asset value of the units to be converted is below a certain amount as determined by the Management Company.

Luxembourg, 30th May, 1997.

WINTERTHUR
FUND MANAGEMENT COMPANY
(LUXEMBOURG S.A.)

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 1997, vol. 493, fol. 13, case 11. - Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(19880/736/506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 1997.

EMERGING MARKETS TRUST, Fonds Commun de Placement.

Registered office: Luxembourg.

AMENDMENT AGREEMENT TO THE MANAGEMENT REGULATIONS

Between

- 1) CAPITAL INTERNATIONAL MANAGEMENT COMPANY S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at
 - 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Management Compa ny»); and
- 2) CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A., a Luxembourg bank having its registered office at 15, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Custodian»).

Whereas:

- (A) The Management Company is the management company of EMERGING MARKETS TRUST (the «Fund»), a Luxembourg fonds commun de placement constituted under the law of March 30, 1988 relating to underakings for collective investment;
 - (B) The Custodian is the custodian of the assets of the Fund;
- (C) The Management Company and the Custodian intend to subject the Fund to the law of July 19, 1991 on collective investment undertakings, the securities of which are not intended to be placed with the plublic;

(D) The Management Company and the Custodian intend to reflect this change in the Management Regulations of the Fund (the «Management Regulations») and, further to make certain changes to the Management Regulations as these were executed on 29th September 1992 and published in the Luxembourg Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations in Luxembourg (the «Mémorial») on 27th October 1992.

Now therefore it is agreed as follows:

- 1. Article 1 of the Management Regulations
- 1.1. The first paragraph shall have the following wording:

«EMERGING MARKET TRUST (the «Fund» is a mutual investment Fund («Fonds commun de placement») organised under the law of July 19, 1991 concerning undertakings for collective investment, the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law»).»

- 1.2. The last sentence of the second paragraph shall be deleted.
- 1.3. The third paragraph is amended to read:

«The Fund constitutes an unincorporated co-proprietorship of assets, managed in the interest of its co-owners («unitholder» or «unitholders») by CAPITAL INTERNATIONAL MANAGEMENT COMPANY S.A. (the «Management Company») a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund, which are held in custody by CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A. are segregated from those of the Management Company.»

2. Article 3 of the Management Regulations

The eighth paragraph shall have the following wording:

«The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the Law. In particular, the Custodian shall:

- (a) ensure that the sale, issue, repurchase and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with the Law and the Management Regulations,
- (b) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with the Law or the Management Regulations,
- (c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund, the consideration is remitted to it within the usual time limits, and
 - (d) ensure that income of the Fund is applied in accordance with the Management Regulations.»
 - 3. Article 5 of the Management Regulations
 - 3.1. In sub-paragraph (e)(ii) «The Capital Group, Inc. « shall be replaced by «The Capital Group Companies, Inc.».
 - 3.2. In sub-paragraph (f) «real estate on commodities» shall be replaced by «real estate or commodities».
 - 4. Article 6 of the Management Regulations
- 4.1. At the end of the fifth paragraph «in which event the application moneys or the balance thereof will be returned to the applicant» shall be inserted.
- 4.2. The last sentence of the sixth paragraph shall be deleted and the following additional paragraphs shall be inserted: «The Fund is organised under the Luxembourg law of July 19, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law»).

Consequently, the sale of Fund Units is restricted to institutional investors for the purpose of the Law. The Management Company will not accept to issue Units to persons or companies who may not be considered as institutional investors for the purpose of the Law. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unitholder in the Fund.

The Management Company may, at its full discretion, refuse the issue or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an institutional investor for the purpose of the Law.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the existing guidelines or recommendations of the competent supervisory authorities.

Institutional investors subscribing in their own name but on behalf of a third party must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of an institutional investor as aforesaid and the Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the Units is an institutional investor.

4.3. The first sentence of the seventh paragraph shall have the following wording:

«The Management Company may further restrict or prevent the ownership of its Units by any person, firm or corporate body including, but without limitation, any «United States person».»

4.4. At the end of Article 6 of the Management Regulations the following additional paragraph shall be inserted:

«The Management Company may also prohibit certain person s or corporate bodies from acquiring Units, if such a measure is necessary for the protection of the unitholders as a whole and the Fund.

Any such person as above shall be a «Restricted Person».»

5. Article 8 of the Management Regulations

After the first sentence the following additional sentence shall be inserted:

«Units may be issued in fractions up to such decimal place as the Management Company shall determine.»

- 6. Article 10 of the Management Regulations
- 6.1. The first paragraph is completed and amended by adding the following:
- «and the Management Company must suspend the issue and redemptions of Units
- (f) in case of a decision to liquidate the Fund on or after the day of the decision by the Directors of the Management Company or otherwise as soon as the event giving rise to the liquidation occurs.»
 - 6.2. The second paragraph is amended as follows:

«Investors having applied for subscription and unitholders having requested redemption of their Units will be notified in writing of any such suspension within seven (7) days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.»

7. Article 13 of the Management Regulations

In the first two paragraphs «and for the first time on 30th November, 1993.» shall be deleted each time.

8. Article 15 of the Management Regulations

The second paragraph shall have the following wording:

«Amendments will become effective upon execution by the Management Company and the Custodian. They will become effective as against third parties five (5) days after their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg or earlier, against existing and new unitholders, having specifically accepted these.»

9. Article 16 of the Management Regulations

The last sentence of the first paragraph shall be deleted.

This amendment agreement to the Management Regulations will become effective on 30th June 1997. A set of Coordinated Management Regulations will be deposited at the Register of Commerce in Luxembourg.

Done in Luxembourg, on June 9, 1997.

CAPITAL INTERNATIONAL MANAGEMENT COMPANY S.A.

CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A. Signature

Signatures Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 1997, vol. 493, fol. 31, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20289/267/107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 1997.

EMERGING MARKETS TRUST, Fonds Commun de Placement.

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

Règlement de Gestion coordonné déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 1997. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 11 juin 1997.

Pour la société

Signature (20290/267/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 1997.

GPA SISTEMI LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri. R. C. Luxembourg B 40.724.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le deux juin.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée GPA SISTEMI LUX S.A., avec siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la Section B et le numéro 40.724.

Ladite société a été constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter en date du 29 juin 1992, publié au Mémorial C, numéro 501 du 3 novembre 1992.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de son confrère empêché, Maître Marc Elter, en date du 30 mai 1996, publié au Mémorial C, numéro 357 du 25 juillet 1996.

L'assemblée est présidée par Monsieur Dirk Raeymaekers, conseiller de banque, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Germain Birgen, fondé de pouvoir principal, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Anja Knetsch, employée privée, demeurant à Luxembourg. Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle, après avoir été signée par tous les actionnaires présents et les porteurs de procurations des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte les procurations des actionnaires représentés.

Monsieur le Président déclare et demande au notaire d, acter ce qui suit:

- I. Suivant la liste de présence, tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social de ITL 2.400.000.000,- (deux milliards quatre cents millions de lires italiennes), représenté par 24.000 (vingt-quatre mille) actions d'une valeur nominale de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) chacune, sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée, laquelle peut dès lors valablement délibérer et décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour sans convocation préalable.
 - II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. - Réduction du capital social par remboursement aux actionnaires à concurrence d'un montant de ITL 1.550.000.000,- (un milliard cinq cent cinquante millions de lires italiennes) pour le ramener de son montant actuel de ITL 2.400.000.000,- (deux milliards quatre cents millions de lires italiennes) à ITL 850.000.000,- (huit cent cinquante millions de lires italiennes) et annulation de 15.500 (quinze mille cinq cents) actions:

- 2. Pouvoirs au conseil d'administration de fixer les modalités de remboursement aux actionnaires.
- 3. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions prises.

L'assemblée générale, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président, et après s'être considérée comme valablement constituée et convoquée, a délibéré et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires décide de réduire le capital social à concurrence d'un montant de ITL 1.550.000.000,- (un milliard cinq cent cinquante million de lires italiennes), pour le ramener de son montant actuel de ITL 2.400.000.000,- (deux milliards quatre cents millions de lires italiennes) à ITL 850.000.000,- (huit cent cinquante millions de lires italiennes).

L'assemblée décide d'opérer cette réduction par l'annulation des actions portant les numéros 8.501 à 24.000 et le remboursement d'un montant de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) par action annulée.

Aucun remboursement ne sera toutefois effectué aux actionnaires jusqu'après l'expiration de trente jours à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du présent acte décidant la réduction de capital, et aussi longtemps que tous créanciers qui auraient fait valoir des droits en application de la procédure prévue par l'article 69(2) et dont la requête aurait été acceptée, n'auront pas obtenu satisfaction, le tout dans les limites et de la manière telle que précisée par la loi.

Pouvoir est donné au conseil d'administration en vue d'exécuter les décisions ci-dessus.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, suite aux résolutions qui précèdent, décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à ITL 850.000.000,- (huit cent cinquante millions de lires italiennes), représenté par 8.500 (huit mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de ITL 100.000 (cent mille lires italiennes) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société a un capital autorisé qui est fixé à ITL 10.000.000,- (dix milliards de lires italiennes), représenté par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période de cinq ans à partir de la publication des présents statuts, à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.»

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge, est estimé approximativement à cinquante mille francs luxembourgeois.

Les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé avec le notaire instrumentaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: D. Raeymaekers, G. Birgen, A. Knetsch.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 1997, vol. 99S, fol. 22, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 9 juin 1997. J. Delvaux.

(20595/208/91) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 1997.

RESTAULUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, Plateau Kirchberg. R. C. Luxembourg B 10.948.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 6 mars 1997, vol. 490, fol. 21, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 1997.

(10905/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

PRIMAVERA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 21, rue de Hollerich.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés, reçu par le notaire Robert Schuman, de résidence à Differdange, en date du 4 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette en date du 11 mars 1997, vol. 827, fol. 15, case 9:

que l'article 2 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«Art. 2. La société a pour objet:

- * l'exploitation d'un commerce d'épicerie et d'alimentation en général en gros et en détail;
- * l'exploitation d'une boucherie-charcuterie;
- * l'exploitation d'une entreprise de transports de marchandises par route;
- * l'exécution de tous travaux en rapport avec l'électricité;
- * l'achat et la vente de tous articles et accessoires d'électricité.

La société peut entreprendre toutes opérations mobilières et immobilières, civiles, commerciales et financières généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en favoriser sa réalisation.»

Est nommé gérant technique de la société pour la branche de l'électricité, Monsieur Elisio de Jesus Mendes, électricien, demeurant à Dudelange. La société est valablement engagée par la signature individuelle de Madame Irène Martins Mendes, préqualifiée, la cosignature de Monsieur Elisio de Jesus Mendes, prénommé, étant nécessaire pour ce qui est du domaine technique de l'électricité.

Differdange, le 17 mars 1997.

Pour extrait conforme R. Schuman *Notaire*

(10900/237/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

PRIMAVERA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 21, rue de Hollerich.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

(10901/237/6) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

REMLUX, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-5540 Remich, 36, rue de la Gare.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-sept février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société civile immobilière dénommée REMLUX, ayant son siège social à L-5540 Remich, 36, rue de la Gare,

constituée par acte du notaire André Schwachtgen, de résidence à Luxembourg, en date du 5 septembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 81 du 21 février 1991, avec un capital de cent mille francs (100.000,- frs), représenté par cent parts d'intérêt d'u ne valeur nominale de mille francs (1.000,- frs) chacune.

L'assemblée est présidée par Maître Yves Wagener, avocat, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Bernhard Mischo, ingénieur-diplômé, demeurant à D-Schwalbach.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Maître Mario Di Stefano, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

- I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:
- 1.- Mise en liquidation de la société.
- 2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée:
- par lettres recommandées datées du 20 janvier 1997,
- par des avis de convocation publiés au Luxemburger Wort du 23 janvier 1997 et au Tageblatt du 23 janvier 1997.

Les copies des lettres recommandées ainsi que les numéros justificatifs de ces publications sont déposés au bureau.

- III.- Que les sociétaires présents ou représentés à la présente assemblée générale extraordinaire et le nombre de parts qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.
- IV.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99 %) du capital social sont représentés.
- V.- Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les point portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation, suite à la liquidation judiciaire du sociétaire principal à savoir la société anonyme LUXEMBOURG ENGINEERING OFFICE, ayant son siège social à L-5540 Remich, 36, rue de la Gare.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur, Monsieur Yves Wagener, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 à 148 de la loi sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Y. Wagener, B. Mischo, M. Di Stefano, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 3 mars 1997, vol. 499, fol. 95, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

J. Seckler.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 18 mars 1997. (10904/231/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

RAASHAFF S.A., Société Anonyme.

Siège social: Blaschette. R. C. Luxembourg B 47.243.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution reçu par Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 27 février 1997, numéro 361 du répertoire, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 3 mars 1997, vol. 830, fol. 87, case 2, que la société anonyme RAASHAFF S.A., avec siège social à Blaschette, dont les statuts ont été arrêtés en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 mars 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial n° 290 du 29 juillet 1994, au capital de 1.250.000,- francs,

a été dissoute avec effet au 27 février 1997.

La liquidation de la société prédite a été réalisée par les soins de la FIDUCIAIRE LUXEMBOURGEOISE CLAUDE KOEUNE, avec siège à Luxembourg.

Les actionnaires donnent décharge définitive et entière de leurs fonctions aux administrateurs et commissaire aux comptes de la prédite société.

Les livres et documents de la société dissoute resteront déposés au siège social de la société et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Esch-sur-Alzette, le 17 mars 1997.

Pour extrait N. Muller *Notaire*

(10902/224/23) Déposé au registre de commerce e t des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SCHAEFER FELIX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4562 Niederkorn, 68, rue Prinzenberg.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution reçu par le notaire Robert Schuman, de résidence à Differdange, en date du 6 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette en date du 10 mars 1997, vol. 827, fol. 12, case 11:

- st que la société n'exerce plus aucune activité commerciale;
- * qu'ils ont convenu de liquider la prédite société dont ils viennent d'être investis de l'actif;
- * que les associés prendront à leur charge tout passif éventuel;
- * que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés et conservés pendant cinq ans au moins au domicile privé de Monsieur Jean-Claude Schaefer, dépositaire, demeurant à L-4562 Niederkorn, 68, rue Prinzenberg.

Differdange, le 14 mars 1997.

Pour extrait conforme

R. Schuman

Notaire

(10909/237/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

RECORDFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal. R. C. Luxembourg B 57.032.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société, tenue en date du 19 mars 1997, que:

3. L'assemblée accepte la démission des administrateurs actuellement en fonction, à savoir:

Philippe Morales, avocat, demeurant à Luxembourg;

Hervé Poncin, consultant, demeurant à Luxembourg;

Charles Duro, avocat, demeurant à Luxembourg.

4. L'assemblée élit:

Monsieur Luigi Stolfi, industriel, demeurant à I-50047 Prato;

Mademoiselle Nicoletta Stolfi, sans profession, demeurant à I-50047 Prato;

Mademoiselle Donatella Stolfi, sans profession, demeurant à I-50047 Prato,

en remplacement des administrateurs démissionnaires. Leur mandat se terminera lors de l'assemblée générale statutaire qui sera tenue en l'an 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 1997.

Pour la société Signature Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 mars 1997, vol. 490, fol. 65, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(10903/317/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

R.S.M. S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire. R. C. Luxembourg B 52.888.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le quatre mars.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques, demeurant à Contern (Luxembourg);

agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme holding R.S.M. S.A., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 52.888, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 17 novembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 29 du 16 janvier 1996 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 janvier 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 168 du 4 avril 1996,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 3 mars 1997; un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter, ainsi qu'il suit, ses déclarations et constatations:

- I. Que le capital social de la société anonyme holding R.S.M. S.A., prédésignée, s'élève actuellement à ITL 1.800.000.000,- (un milliard huit cents millions de lires italiennes), représenté par 18.000 (dix-huit mille) actions d'une valeur nominale de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) chacune, entièrement libérées.
- II. Qu'aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorise a été fixé à ITL 4.000.000.000,- (quatre milliards de lires italiennes) et le conseil d'administration a été autorisé à décider de la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.
- III. Que le conseil d'administration, en sa réunion du 3 mars 1997 et en conformité des pouvoirs lui conférés aux termes de l'article cinq des statuts, a réalisé une nouvelle tranche de l'augmentation de capital autorisée et notamment à concurrence de ITL 300.000.000,- (trois cents millions de lires italiennes), en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de ITL 1.800.000.000,- (un milliard huit cents millions de lires italiennes) à ITL 2.100.000.000,- (deux milliards et cent millions de lires italiennes), par la création et l'émission de 3.000 (trois mille) actions nouvelles, d'une valeur nominale de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) chacune, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.
- IV. Que le conseil d'administration a constaté qu'il a reçu des actionnaires, les souscriptions de la totalité des 3.000 (trois mille) actions nouvelles ainsi émises, ainsi que les renonciations des autres actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.
- V. Que les 3.000 (trois mille) actions nouvelles ont été souscrites et libérées intégralement par des versements en numéraire à un compte bancaire au nom de la société anonyme holding R.S.M. S.A., prédésignée, de sorte que la somme de ITL 300.000.000,- (trois cents millions de lires italiennes) se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de souscription et de libération.

VI. Que suite à la réalisation de cette nouvelle tranche de l'augmentation de capital autorisée, l'article cinq, premier alinéa des statuts est modifié en conséquence et a la teneur suivante:

«Art. 5. Premier alinéa. Le capital social souscrit est fixé à ITL 2.100.000.000,- (deux milliards et cent millions de lires italiennes), représenté par 21.000 (vingt et un mille) actions d'une valeur nominale de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) chacune, intégralement libérées.»

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement, l'augmentation du capital ci-avant réalisée est évaluée à LUF 6.210.000,- (six millions deux cent dix mille francs).

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de cent vingt mille francs luxembourgeois.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: J. Seil, J. Elvinger.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 mars 1997, vol. 827, fol. 13, case 5. - Reçu 62.100 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 14 mars 1997.

J. Elvinger.

(10906/211/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SERAL S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 4.986.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 13 mars 1997, vol. 490, fol. 42, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 1997.

Pour SERAL S.A.H.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

P. Frédéric

(10911/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SERAL S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 4.986.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 13 mars 1997, vol. 490, fol. 42, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des So ciétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 1997.

Pour SERAL S.A.H.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

P. Frédéric

(10912/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SERAL S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 2, boulevard Royal. R. C. Luxembourg B 4.986.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 13 mars 1997, vol. 490, fol. 42, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 1997.

Pour SERAL S.A.H.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

P. Frédéric

(10913/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SCHLARAFFELAND, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen/Mersch, 201, rue de Luxembourg.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le six mars.

Par-devant Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

Monsieur Alain Theisen, commerçant, demeurant à L-4807 Rodange, 18, rue Nic Biever,

agissant tant en son nom personnel, que comme mandataire spécial de:

- a) Monsieur François Theisen, indépendant, demeurant à L-7540 Rollingen/Mersch, 201, route de Luxembourg; et
- b) Monsieur Fernand Theisen, employé, demeurant à L-4807 Rodange, 18, rue Nic Biever,

en vertu de deux procurations sous seing privé, en date du 28 février 1997 à Rollingen,

lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront formalisées.

Lesquels comparants déclarent être les seuls associés et propriétaires:

Monsieur Alain Theisen, prédit, de quatre cent quatre-vingt-dix parts sociales	490
Monsieur François Theisen, prédit, de cinq parts sociales	5
Monsieur Fernand Theisen, prédit, de cinq parts sociales	5

de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dénommée SCHLARAFFELAND, S.à r.l., avec siège social à L-7540 Rollingen/Mersch, 201, rue de Luxembourg,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 juillet 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 520, du 12 novembre 1992;

modifiée suivant assemblée générale extraordinaire, en date du 19 février 1993, enregistrée à Esch-sur-Alzette, le 26 février 1993, volume 292, folio 57, case 8, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 261, du 2 juin 1993.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Augmentation du capital social de la société d'un montant de 1.000.000 de francs

L'assemblée générale extraordinaire de la prédite société décide d'augmenter le capital social à concurrence de la somme d'un million de francs (1.000.000,-), pour le porter de son montant actuel de cinq cent mille francs (500.000,-) à un million cinq cent mille francs (1.500.000,-), par la création et l'émission de mille (1.000) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale de mille francs (1.000,-) chacune.

Cette somme d'un million de francs (1.000.000,-) a été souscrite et libérée par un versement en espèces de même montant, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, par Monsieur Alain Theisen, prédit.

Deuxième résolution

Modification de l'article 5 des statuts

En conséquence de ce qui précède, il y a lieu de modifier l'article 5 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme d'un million cinq cent mille francs (1.500.000,-), représenté par mille cinq cents parts sociales (1.500) de mille francs (1.000,-) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

1 Monsieur Alain Theisen, prédit, mille quatre cent quatre-vingt-dix parts sociales	
2 Monsieur François Theisen, prédit, cinq parts sociales	5 parts
Total: mille cinq cents parts sociales	1.500 parts

Les associés reconnaissent que le capital d'un million cinq cent mille francs (1.500.000,-) a été intégralement libéré par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million cinq cent mille francs (1.500.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.»

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance a été clôturée.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de la présente assemblée générale, s'élève approximativement à la somme de quarante mille (40.000,-) francs.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus de Nous, notaire, par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé le présent acte.

Signé: A. Theisen N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 mars 1997, vol. 830, fol. 96, case 7. – Reçu 10.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associa-

Esch-sur-Alzette, le 17 mars 1997.

N. Muller.

(10910/224/68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

ACT LUX S.A., AUDIO AND CAR TRADING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7452 Lintgen, 25, rue Kaasselt.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le sept mars.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

Ont comparu

- 1.- Monsieur Filip Van Thienen, gestionnaire de sociétés, demeurant à B-1850 Grimbergen, Wolvertemsesteenweg 100;
 - 2.- Monsieur Didier Hoet, gestionnaire de sociétés, demeurant à B-1853 Grimbergen, Nieuwelaan 18B. Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

- **Art. 1**er. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de AUDIO AND CAR TRADING S.A. en abrégé ACT LUX S.A.
 - Art. 2. Le siège de la société est établi à Lintgen.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration en tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et jounalière.

- Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.
- **Art. 4.** La société a pour objet l'importation et l'exportation de tous matériels audio et accessoires, de tous véhicules automobiles et accessoires, ainsi que la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter sa réalisation ainsi que la prestation de tous services d'agent ou de mandataire commercial et ou industriel, soit qu'elle se porte elle-même contrepartie, soit qu'elle agisse comme déléguée ou intermédiaire.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- LUF) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. Le mandat d'administrateurs sera exercé gratuitement.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

- **Art. 8.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.
- Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

- **Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.
- **Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.
- Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.
- Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant pas dépasser six ans.

Assemblée générale

- **Art. 14.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.
- **Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège de la société ou à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de mai à 11.00 heures, et ce pour la première fois en 1998.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunira le premier jour ouvrable qui suit.

- **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.
 - Art. 17. Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre 1997.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de pertes et profits.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra, avec l'approbation du commissaire aux comptes et sous l'observation des règles y relatives, verser des acomptes sur dividendes.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital, sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ 55.000,- LUF.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

Toutes ces actions ont été immédiatement libérées intégralement par versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF) se trouve dès maintenant à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ils ont pris, à l'unanimité des voix, les décisions suivantes:

- 1) L'adresse de la société est fixée à L-7452 Lintgen, 25, rue Kaasselt, Castellum Kaasselt.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2001:
- 1.- Monsieur Filip Van Thienen, gestionnaire de sociétés, demeurant à B-1850 Grimbergen, Wolvertemsesteenweg 100.
 - 2.- Monsieur Didier Hoet, gestionnaire de sociétés, demeurant à B-1853 Grimbergen, Nieuwelaan 18B,
- 3.- La société anonyme du droit de l'Etat du Delaware EUROPEAN BUSINESS OFFICE, établie et ayant son siège social à Dover-Delaware (USA) 15w, Loockermanstreet.
- 3) Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le Conseil d'Administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration ou à toute autre personne désignée par le Conseil d'Administration.

Réunion du conseil d'administration

Et ensuite le conseil d'administration ci-avant nommé et ici présent, la société EUROPEAN BUSINESS OFFICE, ici représentée par son mandataire Monsieur Udo Pontzen, gérant de sociétés, demeurant à L-7452 Lintgen, 25, rue Kaasselt,

se considérant valablement convoqués, ont pris la résolution suivante:

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires, ils ont désigné Monsieur Filip Van Thienen et Monsieur Didier Hoet, prénommés, administrateurs-délégués, chargés de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par leur signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée, les comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Van Thienen, D. Hoet, U. Pontzen, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 1997, vol. 97S, fol. 23, case 3. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 17 mars 1997.

P. Decker.

(10940/206/173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 1997.

CLERVAUX HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le treize mars.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1.- HAYWORTH INC., une société de droit du Niue, ayant son siège social à Alofi (Niue), N° 2, Commercial Centre Square, P.O. Box 71,

ici représentée par Monsieur Jean-Marie Theis, employé privé, demeurant à B-6781 Sélange, 7, rue Basse, en vertu d'une procuration sous seing privé;

2.- Monsieur John Weber, fondé de pouvoir, demeurant à L-2672 Luxembourg, 15, rue de Virton.

Laquelle procuration, après avoir eté paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme holding qu'ils vont constituer entre eux:

Titre Ier. Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1er. Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de CLERVAUX HOLDING S.A Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société aura une durée illimitée.

- **Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut également acquérir et mettre en valeur toutes marques ainsi que tous brevets et autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la constitution, au développement, à la transformation et au contrôle de toutes sociétés, le tout en restant dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding.
- **Art. 3.** Le capital social est fixé à quarante millions de francs belges (40.000.000,- BEF), représenté par quatre mille (4.000) actions de dix mille francs belges (10.000,- BEF) chacune, libéré à concurrence de 50 %.

Toutes les actions sont nominatives jusqu'à libération intégrale du capital social. Après libération entière des actions, celles-ci peuvent être nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Titre II. Administration, Surveillance

- **Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.
- **Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si tous ses membres sont présents ou représentés, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou téléfax étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

Art. 6. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents.

La société se trouve engagée par la signature collective de deux administrateurs.

- Art. 7. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration agissant par son président ou un administrateur-délégué.
- **Art. 8.** Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.
- Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, ils sont nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Titre III. Assemblée générale et répartition des bénéfices

Art. 10. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

- **Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier mercredi du mois de mai, à 11.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.
- **Art. 12.** Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit. Les titres remboursés sont annulés et remp lacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

Titre IV. Exercice social, Dissolution

- Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.
- **Art. 14.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Titre V. Disposition générale

Art. 15. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre mil neuf cent quatrevingt-dix-sept.
 - 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1998.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant éte ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire les actions du capital social comme suit:

1 HAYWORTH INC., prénommée, trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	3.999
2 Monsieur John Weber, prénommé, une action	1
Total: quatre mille actions	4.000

Les actions ont été libérées par des versements en espèces à concurrence de 50 %, de sorte que la somme de vingt millions de francs luxembourgeois (20.000.000,- LUF) se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été respectées et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'adresse de la société est fixée à L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

Deuxième résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Troisième résolution

Sont nommés administrateurs:

- a) Monsieur John Weber, prénommé,
- b) Monsieur Jean-Marie Theis, prénommé,
- c) Monsieur Fred Alessio, employé privé, demeurant à L-3630 Kayl, 20, rue de Dudelange.

Ouatrième résolution

Est nommée commissaire:

SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISE S.C., avec siège social à Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

Cinquième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 2002.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.-M. Theis, J. Weber, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 14 mars 1997, vol. 401, fol. 69, case 3. – Reçu 400.000 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 18 mars 1997.

E. Schroeder.

(10941/228/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 1997.

SAGE, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 43.292.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1996, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 19 mars 1997, vol. 490, fol. 44, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 1997.

Signature.

(10908/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE BEAU-SITE, Société Civile Immobilière.

Siège social: Howald/Hesperange.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le quatre mars.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société civile immobilière SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE BEAU-SITE, ayant son siège social à L-1842 Howald, 18, avenue Grand-Duc Jean, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 3 mars 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 261 du 2 juin 1993 et dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbal de réunion des associés tenue en date du 15 septembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 616 du 4 décembre 1995.

L'assemblée se compose actuellement des 2 (deux) seuls associés, savoir:

- 1.- Madame Nicole Hengen, employée privée, demeurant à L-3265 Bettembourg, 15, Op Fankenacker;
- 2.- Monsieur Joseph Junker, conseil fiscal, demeurant à L-3265 Bettembourg, 15, Op Fankenacker.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter, ainsi qu'il suit, leurs résolutions prises chacune séparément, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme:

Suivant acte de cession de parts d'intérêt sous seing privé, dressé en date du 30 juillet 1993, Monsieur Eugène Hengen, retraité, demeurant à L-7766 Bissen, 22, route de Colmar, a cédé à Monsieur Joseph Junker, nouvel associé préqualifié, la totalité de sa participation, soit les 150 (cent cinquante) parts d'intérêt, qu'il possédait dans ladite société civile SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE BEAU-SITE, au prix global de frs 150.000,- (cent cinquante mille francs).

Ladite cession de parts d'intérêt sous seing privé, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps à la formalité de l'enregistrement.

Première résolution

Les associés actuels, Madame Nicole Hengen et Monsieur Joseph Junker, prénommés, décident d'accepter la cession de parts d'intérêt faite par Monsieur Eugène Hengen, prénommé, à Monsieur Joseph Junker, préqualifié, en date du 30 juillet 1993 et la considérer comme dûment signifiée à la société, conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts et de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

Deuxième résolution

Suite à la cession de parts d'intérêt ci-avant mentionnée, les associés actuels décident de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme de frs 300.000,- (trois cent mille francs), représenté par 300 (trois cents) parts d'intérêt d'une valeur nominale de frs 1.000,- (mille francs) chacune, entièrement libérées.

Ces parts d'intérêt se répartissent comme suit:

1 Madame Nicole Hengen, employée privée, demeurant à L-3265 Bettembourg, 15, Op Fankenacker, cent	
cinquante parts d'intérêt	150
2 Monsieur Joseph Junker, conseil fiscal, demeurant à L-3265 Bettembourg, 15, Op Fankenacker, cent cin-	
quante parts d'intérêt	150
Total: trois cents parts d'intérêts	300»

Frais

Les frais et honoraires auxquels les présentes donneront lieu sont à la charge du cessionnaire qui s'oblige expressément à leur acquittement

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude du notaire instrumentant, les jour, mois et an qu'en tête des présentes. Et après lecture et interprétation donnée par le notaire instrumentant, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. Hengen, J. Junker, J. Elvinger.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 mars 1997, vol. 827, fol. 13, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 14 mars 1997.

J. Elvinger.

(10919/211/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SOLEIL TOURS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch. R. C. Luxembourg B 52.939.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 13 mars 1997, vol. 490, fol. 42, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 1997.

Pour SOLEIL TOURS S.A., Société Anonyme BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers P. Frédéric

(10924/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

TEXTO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 37, rue Notre-Dame. R. C. Luxembourg B 49.447.

_

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. (10930/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

SACAM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3226 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck I. R. C. Luxembourg B 23.023.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le trois mars.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée SACAM, S.à r.l., ayant son siège social à L-3480 Dudelange. 59, rue Gaffelt, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxem bourg, section B sous le numéro 23.023, constituée suivant acte reçu en date du 24 juin 1985, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 235 du 16 août 1985 et dont les statuts ont été modifiés, suivant actes reçus:

- en date du 17 octobre 1986, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 354 du 20 décembre 1986;
- en date du 1^{er} décembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 150 du 7 mai 1990.

L'assemblée se compose des deux (2) seuls associés, à savoir:

- 1.- Monsieur Rinaldo d'Amico, installateur sanitaire et de chauffage, demeurant à L-3541 Dudelange, 16, rue de la Paix;
- 2.- Madame Gabriella Fioriti, sans état particulier, épouse de Monsieur Rinaldo d'Amico, demeurant à L-3541 Dudelange, 16, rue de la Paix.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter, ainsi qu'il suit, leurs résolutions prises chacune séparément, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme:

Première résolution

Les associés décident de transférer le siège social statutaire et administratif de la société de Dudelange à Bettembourg, et de modifier, en conséquence, l'article deux (2) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 2. Le siège social est établi à Bettembourg (Grand-Duché de Luxembourg).»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle «Scheleck I». Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude notaire instrumentant, les jour, mois et an qu'en tête des présentes. Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte. Signé: R. d'Amico, G. Fioriti, J. Elvinger.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 mars 1997, vol. 827, fol. 13, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 14 mars 1997.

I. Elvinger.

(10907/211/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 1997.

VILLENEUVE INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve. R. C. Luxembourg B 42.989.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra extraordinairement le jeudi 17 juillet 1997 à 11.00 heures au sièg social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

1 (02977/009/17) Le Conseil d'Administration.

SOCIETE MARIA-RHEINSHEIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse. R. C. Luxembourg B 306.

Les actionnaires de la Société MARIA-RHEINSHEIM S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse, sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

laquelle se tiendra à Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse, Bloc «G», salle GII du rez-de-chaussée mardi, le 15 juillet 1997 à 18.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2. Examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 1996.
- 3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Divers.

I (03012/000/18)

A. Robert

Président du Conseil d'Administration

SOLENZA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter. R. C. Luxembourg B 43.035.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 juillet 1997 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1996;
- b) rapport du commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1996;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) divers.

I (02895/045/16)

Le Conseil d'Administration.

PROSERVIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames. R. C. Luxembourg B 53.794.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra devant notaire en date du 15 juillet 1997 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Mise en liquidation de la société;
- 2. Nomination d'un liquidateur et fixation de ses pouvoirs.

I (02998/506/12) Le Conseil d'Administration.

ZEMBLA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch. R. C. Luxembourg B 36.742.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le vendredi 11 juillet 1997 à 9.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

- 1. Rapports de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
- 2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996; Affectation du résultat;
- 3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- 4. Nominations statutaires;
- 5. Divers.

I (03004/595/15) Le Conseil d'Administration.

PARVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal. R. C. Luxembourg B 33.363.

_

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 24 juin 1997 à 16.00 heures n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour ci-dessous faute de quorum de présence, nous vous prions de bien vouloir assister à la

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de PARVEST qui se tiendra au siège social de la Société, 10A, boulevard Royal, Luxembourg, le mardi 29 juillet 1997 à 15.00 heures et qui aura à l'ordre du jour les changements statutaires suivants:

Ordre du jour:

- 1. Mise à jour du libellé de l'article 1 «Forme et dénomination»;
- 2. Mise à jour du libellé de l'article 5 «Capital social» et nouvelle définition de la monnaie d'expression du capital social:
- 3. Création de l'article 6 «Forme d'actions», définition des catégories d'actions, création de nouvelles catégories d'actions et introduction du fractionnement d'actions et mise à jour du libellé de l'article;
- 4. Scission de l'ancien article 6 «Emission et Rachat d'actions» en deux articles à savoir l'article 7 «Emission des actions» et l'article 8 «Rachat des actions» et mise à jour du libellé de ces articles;
- 5. Suppression de l'ancien article 8 «Modalités d'émission et de rachat»;
- 6. Création de deux nouveaux articles à savoir l'article 11 «Restrictions à l'acquisition d'actions de la Société» et l'article 12 «Création, clôture et fusion de compartiments», et renumérotation des articles suivants;
- 7. Mise à jour de l'intitulé des articles suivants et de leur libellé:
 - article 9 «Conversion des Actions»
 - article 10 «Certificats perdus ou endommagés»
 - article 13 «Valeur nette d'inventaire»
 - article 14 «Suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de l'émission et du rachat des actions»
 - article 15 «Assemblées Générales des Actionnaires»
 - article 16 «Administrateurs»
 - article 17 «Présidence et Réunions du Conseil»
 - article 18 «Pouvoirs du Conseil d'Administration»
 - article 19 «Politique d'Investissement»
 - article 20 «Gestion Journalière»
 - article 25 «Dépôts des avoirs de la Société»
 - article 26 «Conseils en Investissement et Gérants»
 - article 27 «Exercice Social, Rapports annuel et périodique»
 - article 28 «Répartition du résultat net»
 - article 29 «Dissolution»
- 8. Adoption de la version coordonnée des statuts suite aux modifications précédentes.

Cette deuxième Assemblée Générale Extraordinaire prendra les décisions quelle que soit la proportion du capital représentée à l'Assemblée, les résolutions pour être valables devront réu nir au moins deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

La présente convocation et une formule de procuration sont envoyées à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 11 juillet 1997.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé pour le 21 juillet 1997, leurs titres, soit au siège social de la Société, soit aux guichets des établissements suivants, où des formules de procuration sont disponibles:

- au Luxembourg: BANQUE PARIBAS LUXEMBOURG,

10A, boulevard Royal, Luxembourg.

- en France: BANQUE PARIBAS,

3, rue d'Antin, F-75002 Paris.

- en Belgique: BANQUE PARIBAS BELGIQUE S.A.,

World Trade Center, 162, boulevard Emile Jacqmain, boîte 2, B-1210 Bruxelles.

- en Suisse: BANQUE PARIBAS (SUISSE) S.A.,

2, place de Hollande, CH-1204 Genève.

- en Allemagne: BANQUE PARIBAS Zweigniederlassung Frankfurt am Main,

Grueneburgweg 14, D-60322 Frankfurt am Main.

- aux Pays-Bas: BANQUE PARIBAS NEDERLAND N.V.,

Herengracht 539-543, NL-1000 AG Amsterdam.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent dans le même délai, c'est-à-dire pour le 21 juillet 1997, informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration, de leur intention d'assister à l'assemblée.

I (3001/755/62) Pour le Conseil d'Administration.

MONTPELLIER FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire. R. C. Luxembourg B 49.408.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 14 juillet 1997 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
- 3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
- 6. Divers.

I (02823/534/16) Le Conseil d'Administration.

REGAVO S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

H. R. Luxemburg B 11.004.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 15. Juli 1997 um 11.00 Uhr, in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

- 1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
- 2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuweisung per 31. Dezember 1996.
- 3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
- 4. Neuwahlen.
- 5. Verschiedenes.

I (02828/534/16) Der Verwaltungsrat.

OBANOSH, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire. R. C. Luxembourg B 44.378.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 juillet 1997 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
- 3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Divers.

II (02698/534/15) Le Conseil d'Administration.

SOCIETE DU ROUA, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire. R. C. Luxembourg B 51.110.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 8 juillet 1997 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
- 3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Divers.

II (02700/534/15) Le Conseil d'Administr ation.

INVESTUNION, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo. R. C. Luxembourg B 27.591.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo le jeudi 3 juillet 1997 à 16.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1996:
- 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996;
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- 4) Affectation des résultats;
- 5) Nominations statutaires;
- 6) Décisions à prendre en application de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
- 7) Divers.

II (02737/546/19) Le Conseil d'Administration.

B.A.R.T. S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

H. R. Luxemburg B 40.048.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 4. Juli 1997 um 15.00 Uhr, in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

- 1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
- 2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuweisung per 31. Dezember 1996.
- 3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
- 4. Neuwahlen.
- 5. Verschiedenes.

II (02807/534/16) Der Verwaltungsrat.

BOX S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire. R. C. Luxembourg B 51.760.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held on July 4, 1997 at 15.00 p.m. at the head office, with the following agenda:

Agenda:

- 1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
- 2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 1996.
- 3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
- 4. Elections
- 5. Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915.
- 6. Miscellaneous.

II (02808/534/16) The board of directors.

TEMPLETON RUSSIAN AND EASTERN EUROPEAN DEBT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal. R. C. Luxembourg B 52.996.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of TEMPLETON RUSSIAN AND EASTERN EUROPEAN DEBT FUND (the «Company») will be held on *July 3*, 1997 at 3.00 p.m. at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg, as more fully described below, with the following agenda:

Agenda:

- Presentation of the Report of the Board of Directors;
- Presentation of the Report of the Auditors;
- Approval of the Consolidated Financial Statements for the period December 1, 1995 (date of Incorporation) to March 31, 1997;
- Discharge of the Board of Directors and of the Auditors;
- Re-election of the following two present Directors: Charles E. Johnson and Dr J.B. Mark Mobius, and election of Alexander G. Rychenkov as Director;
- Re-election of COOPERS & LYBRAND S.C. as Auditors;
- Allocation of the results for the period December 1, 1995 (date of Incorporation) to March 31, 1997; and
- Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting Arrangements

Shareholders who cannot attend the Meeting may vote by proxy by returning the Form of Proxy sent to them to the registered office of the Company, no later than June 27, 1997 at 5.00 p.m.

Venue of the Meeting

Shareholders are hereby advised that the Meeting may be held at such other place in Luxembourg than at the registered office of the Company, if exceptional circumstances so require in the absolute and final judgment of the Chairman of the Meeting. In such latter case, the Shareholders present at the registered office of the Company on July 3, 1997, at 3.00 p.m. will be duly informed of the exact venue of the Meeting, which will then start at 3.30 p.m.

For further information, shareholders are invited to contact their nearest Templeton office at the numbers below:

Edinburgh: Tel: (44) 131 469 4000; Fax: (44) 131 228 450 **Luxembourg:** Tel: (352) 46 66 67 212; Fax: (352) 22 21 60

II (02947/755/39)

By order of the Board of Directors.

FLUX S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire. H. R. Luxemburg B 18.975.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 4. Juli 1997 um 11.00 Uhr, in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

- 1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
- 2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuweisung per 31. Dezember 1996.
- 3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
- 4. Neuwahlen.
- 5. Verschiedenes.

II (02813/534/16) Der Verwaltungsrat.

WEMARO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1735 Senningerberg, 5, rue Heienhaff. R. C. Luxembourg B 45.565.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 3 juillet 1997 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996;
- 3. Affectation des résultats;
- 4. Décharge à donner au Conseil d'Administration et au Commissaire;
- 5. Nominations statutaires;
- 6. Divers.

II (02923/000/16) Le Conseil d'Administration.

MAZARA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 20.625.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 4 juillet 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du iour:

- 1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 novembre 1996.
- 3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Divers.

II (02821/534/15)

Le Conseil d'Administration.

NADORIN HOLDING S.A., NATURAL DORNA INVESTMENT HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 51.919.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 4 juillet 1997 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
- 3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Divers.

II (02825/534/15)

Le Conseil d'Administration.

OMEGA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1735 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R. C. Luxembourg B 47.070.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 3 juillet 1997 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commi ssaire;
- 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996;
- 3. Affectation des résultats;
- 4. Décharge à donner au Conseil d'Administration et au Commissaire;
- 5. Nominations statutaires;
- 6. Divers.

II (02924/000/16)

Le Conseil d'Administration.

DREYFUS AMERICA FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 22.572.

Shareholders are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of our company, which will take place at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEM-BOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *July 4th, 1997* at 2 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda

- 1. Submission of the Reports of the Baord of Directors and of the Auditor;
- 2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at February 28th. 1997:
- 3. Allocation of the net results:

- 4. Discharge to the Directors;
- 5. Statutory Appointments;
- 6. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken at the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the Meeting.

In order to attend the Meeting of July 4th, 1997 the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (02930/584/26) The Board of Directors.

DITCO PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen. R. C. Luxembourg B 40.033.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 4 juillet 1997 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 1997;
- 3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
- 4. Nominations statutaires:
- 5. Divers.

II (02541/526/15) Le Conseil d'Administration.

SAMGWYM HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame. R. C. Luxembourg B 20.933.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on July 4, 1997 at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- 1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor;
- 2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 1996;
- 3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor;
- 4. Acceptance of the resignation of two Directors and nomination of new Directors in their replacement;
- 5. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915;
- 6. Miscellaneous.

II (02542/526/17) The Board of Directors.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Imprimerie de la Cour Victor Buck, société à responsabilité limitée, 6, rue François Hogenberg, L-1735 Luxembourg